



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 DÉCEMBRE 1917.

QUEBEC, SATURDAY, 22ND DECEMBER, 1917.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 29 novembre 1917.

M.M. Napoléon Desautels, forgeron, et Onésime Champagne, plombier, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal. 5443

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 29th November, 1917.

Napoléon Desautels, blacksmith, and Onésime Champagne, plumber, of Montreal, to be justices or the peace for the district of Montreal. 5444

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de nommer, par arrêté en conseil, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1917, Raymond Salisbury, de Oakland, dans l'état de la Californie, un des états-unis d'Amérique, écuyer, avocat et conseiller-en-loi, commissaire pour recevoir les affidavits devant servir dans aucune cour de la province, ou nécessaires pour qu'aucun acte ou document soit exécuté ou ait des effets civils dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

5459

C.-J. SIMARD.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the twenty ninth day of November, 1917, to appoint Raymond Salisbury, of Oakland, in the State of California, one of the United States of America, esquire, attorney and counsellor at law, commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province, under the authority of article 27 of the Code of civil procedure of the Province of Quebec.

5460

C.-J. SIMARD.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) **A**TTENDU qu'en
Asst.-Procureur-Général.) vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de Saint-Ambroise, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection de municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Saint-Ambroise;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

Le territoire à être érigé, dans le comté de Chicoutimi, en une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité du village de Saint-Ambroise", est détaché de la municipalité de Saint-Ambroise, et ses bornes, en référence au plan officiel du canton Bourget dont il est formé d'une partie du rang est, sont les suivantes, savoir:

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) **W**HEREAS in and
Deputy-Attorney-General.) by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division, or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of Saint-Ambroise, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality;

WHEREAS it hath been shewn to Us that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Saint-Ambroise;

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz:

All the territory bounded as follows:

The territory to be erected, in the county of Chicoutimi, into a distinct municipality under the name of "Municipality of the village of Saint-Ambroise", is detached from the municipality of Saint Ambroise, and its boundaries, with reference to the official plan of the township of Bourget, from which it is formed out of a part of the east range, are as follows, to wit:

En front, vers l'ouest, par la rivière à l'Ours ;

En arrière, vers l'est, par le canton Simard ;

D'un côté, vers le sud, par le lot numéro treize (13) du susdit rang est, et de l'autre côté, vers le nord, par le lot numéro trente-trois (33) du même rang.

Le territoire, tel que ci-dessus borné, occupe une étendue de quarante-neuf (49) acres, plus ou moins, en superficie, équivalant à cinquante-huit (58) arpents, ou environ, sera détaché de la municipalité de Saint-Ambroise et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Ambroise", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE en l'année mil neuf cent-dix-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

5457

C.-J. SIMARD.

In front, towards the west, by the river à l'Ours ;

In rear, towards the east, by the township of Simard.

On one side, to the south, by the lot number thirteen (13) of the aforesaid east range, and on the other side, to the north, by the lot number thirty three (33) of same range.

The territory, as hereabove bounded, is of forty nine (49) acres, more or less, in superficies, equivalent to fifty eight (58) arpents, or thereabouts, shall be detached from the municipality of Saint Ambroise, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Ambroise".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTEENTH day of DECEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

5458

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Le Salon d'Optique Canadien, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de décembre 1917, constituant en corporation M.M. Elie Beauregard, Joseph-Edouard Labelle, avocats, de la ville d'Outremont ; Joseph-Alexandre O'Gleman, notaire ; Joseph-Alcidas Dagenais, courtier d'immeubles et Charles Desmarais, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce et l'industrie d'opticien, de fabricant et négociant en gros et en détail d'appareils d'optique, verres, lunettes, matériaux d'optique, lunetteries et autres articles s'y rapportant ;

Exercer aucune autre industrie semblable, de fabrication ou autre, en rapport avec les objets susdits, que la compagnie jugera propre à être avantageusement exercée conjointement avec aucune autre des susdites industries, tel que appareils photographiques, lentilles, parfumerie, salon de toilette, manucure et autres appareils et négoce s'y rapportant ;

Acquérir, détenir, posséder du stock, des obligations ou débentures de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie ;

S'associer avec toute autre personne, maison ou compagnie exerçant une industrie ayant des objets semblables aux objets pour lesquels la présente compagnie est formée ;

Letters patent

"Le Salon d'Optique Canadien, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1917, incorporating Elie Beauregard and Joseph-Edouard Labelle, barristers, of the city of Outremont ; Joseph-Alexandre O'Gleman, notary ; Joseph-Alcidas Dagenais, realty broker, and Charles Desmarais, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of opticians, manufacturers of and wholesale and retail dealers in optical instruments, glasses, spectacles, optical goods, supplies and other goods incidental thereto ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, in connection with the above which may appear to the company capable of being advantageously carried on in connection with any of the above businesses, such as photographic apparatuses, lenses, perfume goods, toilet and manicure goods and other supplies and trades incidental thereto ;

To acquire, own, hold stock, bonds or debentures in any other company with objects similar to those of the present company ;

To enter into partnership with any other person, firm or company carrying on a business with objects similar to those for which this company is incorporated ;

Vendre ou transporter tout ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie à toute personne, maison ou compagnie et, en compensation, recevoir et accepter du stock, obligations, débetures ou autres valeurs, comme il pourra être jugé opportun par les directeurs de la compagnie ;

Rémunérer toute personne, maison ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou aucunes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou à propos de la formation, de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses affaires, et payer pour ces choses avec l'émission d'actions libérées du capital-actions de la compagnie ;

Prendre tous les moyens pour faire connaître les produits de la compagnie tel qu'on le jugera convenable, et spécialement en annonçant dans les journaux, par circulaire, par l'achat et l'expédition d'œuvres d'arts, par la publication de livres et de journaux périodiques ;

Contracter des emprunts, et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission d'obligations comportant hypothèque sur tous ou en partie des biens immeubles de la compagnie, sous le nom de "Le Salon d'Optique Canadien, limitée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 11ième jour de décembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5435—51-2

C.-J. SIMARD.

To sell or dispose of the whole or any part of the undertaking of the company to any person, firm or company and as the consideration thereof to receive and accept stock, bonds, debentures or other securities as may be deemed fit by the company's directors ;

To remunerate any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any share of the capital stock of the company, or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation, promotion of the company or the conduct of its business, and to pay for the above by the issue of paid up shares of the capital stock of the company ;

To take all means deemed convenient for making known the products of the company, especially by advertising in the newspapers, circulars, the purchase and distribution of works of art, and the publication of books and periodicals ;

To contract loans and guarantee the reimbursement thereof in the manner determined by the company's directors, and especially by the issue of bonds bearing a hypothec on the whole or part of the immoveable property of the company, under the name of "Le Salon d'Optique Canadien, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 11th day of December, 1917.

C.-J. SIMARD,

5436—51-2

Assistant Provincial Secretary.

"Realities, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 décembre 1917, constituant en corporation MM. Walter-Robert-Lorimer Shanks, avocat, Francis-George Bush, teneur de livres, George-Robert Drennan, sténographe, Herbert-William Jackson et Michael-Joseph O'Brien, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

(a) Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, des terrains de culture, miniers ou fruitiers, des emplacements urbains, des concessions forestières et des carrières et aucune espèce de biens-fonds et de propriété immobilière ou aucun intérêt en iceux en équité ou en droit, ou autrement et de quelque manière que ce soit ; prendre, construire, détenir, posséder, entretenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement négocier et aliéner de ces lots, terrains, sites, biens-fonds et immeubles et d'aucuns intérêts en iceux, disposer d'aucune partie des terrains et de la propriété ainsi acquise, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement y tracer des lots, rues et emplacements de construction pour fins de résidences ou autres, avec pouvoir d'y construire des rues nécessaires, un système d'aqueduc et d'égout, y construire pour fins de résidences ou autre, installer dans les bâtisses ainsi construites l'éclairage électrique, le chauffage au gaz ou à la vapeur ou d'autres commodités ;

(b) Être agents pour la vente et l'achat de biens-fonds ainsi que de tous intérêts en iceux,

"Realities, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th December, 1917, incorporating Messrs. Walter Robert Lorimer Shanks, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, George Robert Drennan, stenographer, Nerbert William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

(a) To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest therein legal or equitable or otherwise howsoever ; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and building sites for residential purposes or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light heat, gas, water or other requisites therefor.

(b) To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for

et en compensation faire des placements sur immeubles pour aucune personne ; agir comme vendeurs pour les propriétaires d'aucuns biens-fonds, subdivisions, emplacements de construction, lots de ville ou terrains d'aucune nature ou d'aucuns intérêts en iceux, et prendre, acquérir d'aucune personne ou corporation aucune agence exclusive ou autre pour la vente d'aucuns de ces terrains, sites ou intérêts en iceux, en accepter cession et remplir aucuns contrats faits par aucune personne avec aucune autre personne ou corporation pour la vente de ces terrains, sites ou intérêts en iceux, comme agents ou autrement, et généralement agir en qualité d'agents d'immeubles, de maisons et de location, et être agents d'assurances, comme emploi s'y rattachant ;

(c) Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou sur aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains ainsi que de la totalité ou d'aucune partie des bâtisses ou structures qui y sont actuellement ou y seront dans l'avenir construites, et prendre les garanties qui seront jugées nécessaires ;

(d) Construire des édifices et faire le commerce des matériaux de construction ;

(e) Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non soldée du montant du prix d'achat due sur aucun des terrains, bâtiments ou édifices ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dites hypothèques ;

(f) Améliorer, altérer et administrer les dits terrains et bâtiments, et

(g) Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations des personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires, aussi prendre et assumer ces obligations ou contrats en souffrance, pourvu que toutefois, sauf les cas de transfert et détention d'obligations tel que susdit, rien de ce qui est mentionné aux présentes ne soit interprété de manière à donner à la compagnie le pouvoir de consentir des prêts soit pour fins de construction ou sur des terrains qui ne sont pas la propriété de la compagnie ou sur des terrains, jadis propriétés de la compagnie, qui sont devenus la propriété d'une autre par aucun acte, cession, transfert ou aliénation, et qu'il en plus, pourvu que cela soit légal pour la compagnie constituée en corporation par les présentes ;

(h) Faire affaires comme "promoteur", organisateur et administrateur de compagnies et corporations financières, industrielles, mercantiles et autres ;

(i) Prendre, souscrire, acheter, détenir et vendre, à commission ou autrement, et négocier des actions, obligations ou d'autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation ;

(j) Acquérir par achat, bail, échange ou par aucun autre titre légal, et vendre et autrement trafiquer de la propriété, de l'entreprise et du commerce d'aucune corporation commerciale, manufacturière ou autre corporation mercantile, et d'aucune société, firme ou personne, aux fins de promouvoir et d'organiser des compagnies pour leur exercice, et gérer, exploiter et conduire aucun commerce, aucune propriété et entreprise ainsi acquis par la compagnie et en assumer les obligations ;

(k) Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés, aussi celui d'ingénieurs ;

(l) Construire, exécuter, faire, aménager, amé-

reward to procure real estate investments for any person ; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interests therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents ;

(c) To purchase, lease take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary.

(d) To erect buildings and deal in building material ;

(e) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages ;

(f) To improve, alter and manage the said lands and buildings, and

(g) To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default, provided, however, that except as to taking and holding mortgages as aforesaid nothing herein contained shall be deemed to empower the company to make loans whether for building purposes or not upon lands not the property of the company or upon lands which though once the property of the company have by any deed, conveyance, transfer or alienation become the property of another, and further provided that it shall not be lawful for the company hereby incorporated ;

(h) To carry on the business of a promoter organised and manager of financial, industrial, mercantile and other companies and corporations ;

(i) To subscribe for underwrite, buy, hold and sell on commission or otherwise, and to deal in the shares, bonds or other securities of any company or corporation ;

(j) To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to sell and otherwise deal in the property, undertaking and business of any commercial, manufacturing or other trading corporation and of any firm, partnership or individual, for the purpose of promoting and organizing companies to carry on the same, and to manage, operate and carry on any business property and undertaking so acquired by the company, and to assume the liabilities thereof ;

(k) To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works, and of engineers ;

(l) To construct, execute carry out, equip,

liorer, exploiter, développer, administrer, gérer ou surveiller des travaux et commodités publiques de toutes sortes, laquelle expression, dont le sens général ne doit aucunement être restreint par ce qui suit, comprend des tramways, des docks, des havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, levées, travaux d'irrigation, améliorations, système d'aqueduc et d'égout, service sanitaire, hydraulique, le gaz, l'éclairage électrique, le téléphone, le télégraphe et la force motrice, des structures, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que toutes les autres structures et commodités d'utilité publique ;

(m) Payer aucune propriété ou aucuns droits acquis par la compagnie, ou les services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en numéraire, soit en parts acquittées ou avec aucunes autres valeurs que la compagnie peut émettre, ou partie d'une manière et partie de l'autre, et généralement suivant les termes et conditions que la compagnie déterminera ;

(n) Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucun gouvernement, avec aucune autorité municipale ou locale, ou avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et garantir les contrats, avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent, ou autrement aider aucune telle compagnie ou personne entreprenant de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée ;

(o) Distribuer aux actionnaires, en espèces, par dividendes ou bonus, ou d'aucune autre manière jugée convenable, aucune propriété de la compagnie ou aucuns produits de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la compagnie ;

(p) Exercer ou faire aucun des commerces, actes et choses sus-mentionnés soit comme principaux, agents, ou par l'entremise de fiduciaires, agents, ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec une ou plusieurs autres personnes ;

(q) Faire toutes et chacune des choses nécessaires, avantageuses ou convenant à l'accomplissement d'aucune des fins ou tendant à la réalisation de l'un ou plusieurs des objets précités ;

(r) Il est entendu que les objets spécifiés dans les paragraphes (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (l), (m), (n), (o), (p) et (q), seront distincts et aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou du nom de la compagnie, ou déduction d'iceux ;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Realities, Limited", avec un fonds social de deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisé en vingt mille (\$20,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5437—51-2 C.-J. SIMARD.

improve, work, develop, administer, manage or control public works and conveniences of all kinds which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes tramways, docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas, electric light, telephonic, telegraphic and power supply, works, and hotels, warehouses, markets and public buildings and all other works or conveniences of public utility ;

(m) To pay for any property or rights acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue or partly in one mode and partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine ;

(n) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to, or otherwise assist any such person or company or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested ;

(o) To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus, or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

(p) To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents, or by or through trustees, agents, or otherwise and either alone or in conjunction with another or others ;

(q) To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated ;

(r) The intention is that the objects specified in paragraphs (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j), (k), (l), (m), (n), (o), (p) and (q), shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company ;

And generally to do all such things as are incidental or conducive to the carrying out of the above objects, under the name of "Realities, Limited", with a capital stock of two million dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1917.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"J.-F. Guité, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de décembre 1917, constituant en corporation M.M. Jean-Ernest Guité, Jean-Alphonse Guité, Charles-François-Xavier Guité, négociants; Marie-Madeleine Caron, épouse de feu Jean-François Guité, en son vivant, marchand, Marie-Eva Guité, fille majeure, tous de Maria, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce d'un magasin général, sous le nom de "J.-F. Guité, Limited", avec un social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quarante-neuf mille (4,900) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Maria, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

5439—51-2

C.-J. SIMARD.

"J.-F. Guité, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th December, 1917, incorporating M.M. Jean-Ernest Guité, Jean-Alphonse Guité, Charles-François-Xavier Guité, traders; Marie-Madeleine Caron, widow of the late Jean-François Guité, in his lifetime merchant; Marie-Eva Guité, spinster, all of Maria, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general store business, under the name of "J.-F. Guité, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into forty nine thousand (49,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Maria, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1917.

C.-J. SIMARD,

5440—51-2

Assistant Provincial Secretary.

"J.-B. Renaud & Cie, Incorporée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1917, constituant en corporation MM. Gaspard LeMoine, Paul-Victor Châteauevert, négociants; Alphonse-Hercule Rondeau, Joseph-Stéphanus Royer, Joseph-Pierre-Lactance Emond, Onésime Châteauevert, gérants; Alexandre Châteauevert, René LeMoine, commis, et Louis-Alexandre LeMoine, caissier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail le commerce de farine, grains, provisions, produits de la ferme, aliments et denrées alimentaires de toutes sortes, et le commerce général de tous effets et marchandises de quelque nature et description que ce soit, et exercer et exploiter toute industrie pour la préparation et la fabrication desdits effets et marchandises;

Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant auxdits commerces, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y rattacher;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants en semblables matières;

Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise telle qu'actuellement exploitée par la société J.-B. Renaud & Cie, enregistrée, de la cité de Québec; en conséquence faire l'acquisition des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant, y compris l'achalandage, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droits, créances, valeurs et dettes actives, se charger de leurs obligations et dettes passives, et payer le tout en actions libérées de la compagnie ou en argent, ou par ie en actions et partie autrement; de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de J.-B. Renaud & Cie, enregistrée pour le recouvrement de leurs créances et pour toutes autres fins, sans qu'il soit besoin de transports, de significations, ni d'enregistrements;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières utiles à son entreprise, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir des

"J.-B. Renaud & Cie, Incorporée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh November, 1917, incorporating Gaspard LeMoine, Paul-Victor Châteauevert, merchants; Alphonse-Hercule Rondeau, Joseph-Stéphanus Royer, Joseph-Pierre-Lactance Emond, Onésime Châteauevert, managers; Alexandre Châteauevert, René LeMoine, clerks, and Louis-Alexandre LeMoine, cashier, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in flour, grain, provisions, farm produce, victuals and food-stuffs of every kind and to carry on the business of general dealers in all goods and merchandise of every nature and description and to exercise and operate any business for the preparation and manufacture of said goods and merchandise;

To import, export, manufacture, produce, buy, sell and exchange all products, goods, wares and merchandise incidental to the above businesses, and also all raw products which may be required therefor or connected therewith;

To act as agents for manufacturers and producers and dealers in similar products;

To acquire and continue to carry on the business carried on and the undertaking as now exploited by the firm of "J.-B. Renaud & Cie, Registered", of the city of Quebec; consequently to take over the moveable and immoveable property belonging to said firm, including the custom and goodwill, stock in trade, merchandise, book debts, contracts, rights, claims, securities and assets and to assume their obligations and liabilities, and to pay for the whole in paid up shares of the company or in cash or partly in shares and partly otherwise; so that the company as soon as it shall have made such acquisition, shall be fully subrogated to the rights of "J.-B. Renaud & Cie, Registered", for the recovery of their claims and for any other purposes, without the needs of transfer, signification or registration;

To accept, own, exploit, lease, exchange, sell and alienate moveable and immoveable property suitable for its undertaking or for the recovery of its claims or to facilitate and guarantee the recovery thereof;

immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; et prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération, avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds, en tout ou en partie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la manière et aux conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Liquidier volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires, et dissoudre la compagnie, pourvu que cette liquidation et dissolution soient décidées par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeurs du capital-actions non privilégié souscrit de la compagnie, à une assemblée des actionnaires spécialement convoquée à cette fin et faire cette liquidation au temps et de la manière qui seront fixés par résolution adoptée de la même manière;

Emettre des bons, obligations et débetures de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que le montant total des obligations, bons et débetures émises ne dépasse pas un million de piastres (\$1,000,000.00), et pourvu que le règlement passé à cet effet soit approuvé par le vote d'actionnaires, tant privilégiés qu'ordinaires, représentant au moins les trois-quarts en valeur du capital souscrit, à une assemblée spécialement convoquée à cette fin;

Hypothéquer, nantir ou mettre en gage, pour garantir le paiement desdites obligations, bons et débetures, ses biens mobiliers et immobiliers présents ou futurs qu'elle possède ou possèdera, pourvu que le règlement passé à cet effet soit approuvé par le vote d'actionnaires tant privilégiés qu'ordinaires représentant au moins les trois-quarts en valeur du capital souscrit, à une assemblée spécialement convoquée à cette fin;

Créer et émettre une partie du capital-action, savoir: un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000.00), comme actions privilégiées, et le reste, savoir: cinq cent mille piastres (\$500,000.00) comme actions ordinaires ou non privilégiées, pourvu que ces actions aient respectivement le rang, les privilèges et les droits et soient sujettes aux restrictions suivantes:

a. Les actions privilégiées auront droit à un intérêt ou dividende cumulatif le sept pour cent (7%) par an, payable semi-annuellement, à être pris sur les profits nets de l'année, après qu'il aura été pourvu aux pertes probables; après la dividende payé aux actionnaires privilégiés, au

To accept and receive immoveables and hypothecs in payment or as the security of existing debts; and to take, acquire, hold, exchange, sell, and alienate property of every kind, real or personal in the course of its business and in the exploitation of its undertaking;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concession or co-operation, with any persons, firms, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or undertaking which the present company is authorized to carry on, or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, own, sell and dispose of shares, obligations, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on a business or undertaking of the same nature or incidental thereto;

To invest its funds, in whole or in part, in the purchase of shares of other companies or corporations, to place same in all kinds of property, real or personal, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be determined by the Board of Directors;

To do all things incidental to the undertaking of the company the carrying on of its business and the attainment of its objects, and to carry on any business and undertaking capable of being carried on in conjunction with those above mentioned;

To voluntarily wind up the affairs of the company, or any part thereof, and to dissolve the company provided such winding up and dissolution be passed by the vote of shareholders representing no less than the three quarters in value of the subscribed common capital stock, at a meeting of the shareholders especially called for such purpose, and to proceed with such winding up at the time and in the manner which may be fixed by the resolution passed in the same manner;

To issue bonds, obligations and debentures and to pledge or sell same for such price and amount deemed suitable provided the total amount of the obligations, bonds and debentures do not exceed one million dollars, (\$1,000,000.00), and provided the by-law passed to that effect be approved by both the common and preferred shareholders representing us less than three quarters in value of the subscribed capital stock, at a meeting especially called to that effect;

To hypothecate, mortgage, pledge, as the security for said obligations, bonds and debentures its moveable and immoveable property, present or future, which it owns or may own, provided the by-law passed to that effect, be approved by the vote of both the common and preferred shareholders representing no less than three quarters of the subscribed capital stock, at a meeting especially called for that purpose;

To create and issue a part of the capital stock, as follows: one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00) as preferred stock and the remainder, namely, five hundred thousand dollars (\$500,000.00) as ordinary or common stock, with the preference and priorities and subject to the terms and conditions hereinafter mentioned:

a. The holders of such preferred shares shall be entitled to a cumulative interest or dividend of seven per cent (7%) per annum, payable semi-annually, to be paid out of the net profits of each year, after the probable losses have been provided for; after the payment of the dividend to the

moins la moitié du surplus de tels profits nets (après qu'il aura été pourvu aux pertes probables) devra être portée au compte de réserve, et le reste seulement desdits profits nets pourra être payé en dividende aux actionnaires ordinaires, si les directeurs le jugent à propos, et cela jusqu'à ce que ledit fonds de réserve ait atteint la somme de cinq cent mille piastres (\$500,000.00); après que le fonds de réserve aura atteint cinq cent mille piastres (\$500,000.00), tout le surplus des profits nets de l'année ou toute partie d'icelui que les directeurs jugeront à propos après le dividende payé aux actionnaires privilégiés, pourra être payé en dividende sur les actions ordinaires;

b. Si les profits nets de l'année, après qu'il aura été pourvu aux pertes probables, n'étaient pas suffisants pour payer le dividende de sept pour cent (7%) aux actionnaires privilégiés, les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos, prendre sur ledit fonds de réserve tout montant nécessaire pour compléter le paiement dudit dividende; mais ils ne le pourront jamais pour payer un dividende aux actionnaires ordinaires, à moins que le fonds de réserve ne dépasse suffisamment le montant de cinq cent mille piastres (\$500,000.00);

c. Les actions privilégiées seront privilégiées tant pour le capital que pour les intérêts; advenant la dissolution ou liquidation de la compagnie, les actionnaires privilégiés seront payés de préférence aux actionnaires ordinaires sur tout l'actif de la compagnie après les dettes de la compagnie, et les frais de liquidation;

d. Les actionnaires privilégiés auront droit d'être convoqués et présents aux assemblées de la compagnie, mais n'y auront pas droit de vote, pas même pour l'élection des directeurs, sauf seulement dans les cas suivants:

1. Au cas où un ou des paiements semi-annuels d'intérêts sur les actions privilégiées ne seraient pas payés à échéance et resteraient en souffrance pendant six mois, lesdits actionnaires privilégiés exerceront le droit de vote à compter de l'expiration des six mois qui suivront l'échéance du paiement arriéré, et aussi longtemps que tel ou tels paiements seront en souffrance; cependant, dans aucun cas, ils ne pourront voter pour empêcher la dissolution ou la liquidation de la compagnie;

2. Sur toute question concernant l'émission de de débetures, bons ou obligations, ou l'emprunt de deniers, avec garantie par hypothèque, gage, ou nantissement des biens de la compagnie, les actionnaires privilégiés auront droit de vote aux assemblées de la compagnie;

3. Sur toute question concernant l'augmentation ou la réduction du capital-action, l'émission de lettres patentes supplémentaires, et tout changement aux lettres patentes de la compagnie, les règlements et mesures concernant ces matières devront être approuvés par le vote d'actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur des actions privilégiées souscrites, et les deux tiers en valeurs des actions ordinaires souscrites;

Les actionnaires ordinaires auront en tout temps droit de vote aux assemblées de la compagnie; ils auront seuls le droit de vote sur la dissolution et la liquidation de la compagnie;

La qualification des directeurs devra être basée sur des actions ordinaires seulement, sous le nom de "J.-B. Renaud & Cie, Incorporée", avec un capital social de deux millions de piastres (\$2,000,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont quinze mille actions privilégiées, et cinq mille (5,000) actions ordinaires ou non privilégiées.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec, dans le district de Québec.

holders of preferred shares no less than the half of the surplus of such net profits (after providing for probable losses) shall be carried to the reserve fund and the balance only of said net profits shall be paid out as dividends to the holders of common shares, and that so long as the reserve fund shall not have reached the sum of five hundred thousand dollars (\$500,000.00); after the accumulation of a reserve fund of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), the whole surplus of the net profits of the year, or any part thereof which the directors may think proper, after the payment of the dividend to the holders of preferred shares, may be paid out in dividend to the holders of common shares;

b. If the net profits of the year, after providing for probable losses, be not sufficient to pay the dividend of seven per cent (7%) to the holders of preferred shares, the directors may if they think fit so to do, take out of the reserve fund any amount necessary to complete the payment of said dividend; but no dividend shall be paid to the holders of common shares unless the reserve fund exceeds by a sufficient amount the sum of five hundred thousand dollars (\$500,000.00);

The said preferred shares shall be privileged both as to capital and interest, and in the event of the dissolution or winding up of the company, the preferred shares shall be paid before any amount shall be paid on common shares, after the payment of the debts of the company and the costs of liquidation;

d. The holders of preferred shares shall have the right to be convoked to and attend all meetings of the company but shall have no right to vote, not even for the election of directors, save and except in the following cases:

1. In case of the non-payment at maturity of one or several of the semi-annual dividends on the preferred shares or its remaining unpaid for six months, the said holders of preferred shares shall have a right to vote from and after the six months following the date of maturity of the deferred dividend and so long as such dividend shall remain unpaid; however in no case shall they be entitled to vote to prevent the dissolution or winding up of the company;

2. On any question respecting the issuing of debentures, bonds or obligations, or the borrowing of money on securities bearing a hypothec, lien or pledge on the property of the company, the holders of preferred shares shall have a right to vote at the meetings of the company;

3. On any question respecting an increase or decrease of capital stock, the issue of supplementary letters patent and any change in the letters patent of the company, the by-laws and resolutions respecting such matters must be approved by the vote of shareholders representing no less than two thirds in value of the subscribed preferred stock and two thirds in value of the subscribed common stock;

The holders of common stock shall at all time have a right to vote at all meetings of the company; they only shall have a right to vote on the dissolution and winding up of the company;

The qualification of directors shall be based on common stock only, under the name of "J.-B. Renaud & Cie, Incorporée", with a capital stock of two million dollars (\$2,000,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which fifteen thousand (15,000) shall be preferred shares and five thousand (5,000) shall be common shares.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Quebec in the district of Quebec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5369—50-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1917.

C.-J. SIMARD,
5370—50-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

" Compagnie de Produits Laurentiens, Limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 décembre 1917, à La Compagnie de Produits Généraux, Limitée, changeant son nom en celui de Compagnie de Produits Laurentiens, limitée.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
5441—51-2 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

" Compagnie de Produits Laurentiens, Limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th December, 1917, changing the name of "La Compagnie de Produits Généraux, Limitée", to that of "Compagnie de Produits Laurentiens, Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, the seventh day of December, 1917.

C.-J. SIMARD,
5442—51-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Avis public est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant négociant, de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, en la présente session, pour obtenir la passation d'une loi pour interpréter le testament du dit feu l'honorable Joseph Masson quant à la nomination et au remplacement des exécuteurs testamentaires, pour confirmer, s'il y a lieu, les nominations déjà faites, et pour déterminer un mode de faire telles nominations à l'avenir, et autres fins.

Le procureur des dites exécuteurs testamentaires,
P.-B. MIGNAULT.

Montréal, 19 décembre 1917. 5463—51-4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite par George Marcil, de la cité de Montréal, à la présente session de la législature de Québec, qu'une loi soit adoptée ratifiant et confirmant son titre à la propriété connue comme étant le lot No 177, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, pour l'avoir acquise en vertu d'un acte de vente par Théophile Prud'homme *et al.*, passé devant E.-R. Décary, N. P., le 20 mars 1906.

Les procureurs du requérant,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.

Montréal, le 19 décembre 1917. 5473—51-4

Avis public est par le présent donné par la corporation du village de Bienville, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville, sous le nom de "Bienville", décrétant que ladite ville sera régie par la "Loi des cités et villes", telle qu'éditée dans les Statuts refondus de 1909, et lui accordant en outre certains pouvoirs additionnels.

Le procureur du village de Bienville,
LOUIS-R. GAGNE.
Québec, 28 novembre 1917. 5275—48-4

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the testamentary executors of the estate of the late Honourable Joseph Masson, in his lifetime of the city of Montreal, merchant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to obtain the passing of a law to construe the will of the said late Honourable Joseph Masson with respect to the nominations and replacing of the testamentary executors, to confirm, if necessary, the nominations already made, and to determine the method of making such nominations in the future, and for other purposes.

P.-B. MIGNAULT,
Attorney for said testamentary executors.
Montreal, 19th December, 1917. 5464—51-4

Public notice is hereby given that application will be made by George Marcil, of the city of Montreal, at the present session of the Quebec Legislature for a bill ratifying and confirming his title to the property known as lot No. 177, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as acquired by him under a deed of sale from Theophile Prud'homme *et al.*, passed before E.-R. Decary, N. P., on the 20th March, 1906.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.
Attorneys for applicant.

Montreal, 19th December, 1917. 5474—51-4

Public notice is hereby given by the corporation of the village of Bienville that the said municipality will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have a bill enacting, among other things that the said municipality shall henceforth be constituted a town corporation, under the name of "Bienville", subject to the "Cities' and towns' Act", as contained in the Revised Statutes of 1909, and granting additional powers.

LOUIS-R. GAGNE,
Attorney for the village of Bienville.
Quebec, 28th November, 1917. 5276—48-4

Avis est par le présent donné que Frederick, Gault Finley, docteur en médecine, Frank-Dawson Adams, Ph. D., et William-Copeland Finley, négociant, tous de la cité et du district de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs et fiduciaires nommés par le dernier acte de volonté et testament de feu Samuel Finley, en son vivant de Montréal susdit, marchand, passé devant C. Cushing et confrère, notaires publics, le 21 mai 1902, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa présente session, qu'une loi soit adoptée pour :

a. Aurotiser les exécuteurs et fiduciaires en vertu desdits actes de dernière volonté et testament de feu Samuel Finley, à leur discrétion, à payer à Mary-Emma Patchell, Annie-Maud Patchell, et Margretta-Marian-McArthur Patchell, toutes de l'Australie du sud, filles de feu Dame Matilda Finley, en son vivant veuve de feu le rév. G.-W. Patchell, aussi de l'Australie du sud, le capital de tout le résidu ou balance du legs fait par ledit feu Samuel Finley à ladite défunte Dame Patchell et à ses enfants, par l'article portant le numéro cinq desdits acte de dernière volonté et testament ;

b. Ratifier, valider et confirmer l'article dix-sept desdits acte de dernière volonté et testament de feu Samuel Finley, et faire déclarer que le testateur a valablement conféré à son épouse, Dame Emma Gault, les pouvoirs y mentionnés ; et aussi ratifier, valider et confirmer la disposition du résidu de la succession dudit feu Samuel Finley, effectuée par ladite Dame Emma Gault dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été ainsi conférés par son dit époux, par l'article trois de ses acte de dernière volonté et testament passés devant Henry Fry et confrère, notaires publics, le 27 juin 1910, tel que modifiés dans le premier codicille de son dit dernier testament fait devant témoins le 3 février 1916 et dûment vérifié ; et faire déclarer que le résidu dont ladite Dame Emma Gault a ainsi disposé est le résidu total de la succession dudit Samuel Finley, auquel il est référé dans ledit article dix-sept de son testament ;

c. Et tous autres objets pertinents aux présents.

Daté à Montréal, ce septième jour de décembre 1917.

Les procureurs des requérants,
HOWARD, AYLMER &

5411-50-4 DE WITT.

Avis public est par le présent donné que l'Hôpital Général de Montréal, constitué en corporation par une loi de la province de Québec, qui est le chapitre 96 des statuts de 1910, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir certains amendements à sa charte, 1 George V chapitre 96, et plus spécialement pour faire amender la section 4 d'icelle, de manière à accroître le montant payable comme qualification par les personnes désireuses de devenir gouverneurs à vie de l'hôpital ainsi que celui de la contribution annuelle que doivent aussi payer ces gouverneurs à vie ainsi qualifiés, afin aussi de pourvoir à ce que le conseil d'administration de l'Hôpital Général soit à l'avenir autorisé à fixer le montant du paiement accru nécessaire pour cette qualification de gouverneurs à vie, ainsi que celui de la contribution annuelle augmentée qu'ils devront payer.

Les procureurs des requérants,
MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD.

Montréal, le 11 décembre 1917. 5381-50-4

Notice is hereby given that Frederick-Gault Finley, doctor of medicine, Frank-Dawson Adams, Ph. D. and William-Copeland Finley, merchant, all of the city and district of Montreal, acting in their quality of executors and trustees under the last will and testament of the late Samuel Finley, in his lifetime of Montreal aforesaid, merchant, passed before C. Cushing and colleague, notaries public, on the 21st of May, 1902, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session thereof, for the passing of an act :

a. To authorize the executors and trustees of the said last will and testament of the late Samuel Finley, at their discretion, to pay to Mary-Emma Patchell, Annie-Maud Patchell, and Margretta-Marian-McArthur Patchell, all of South Australia, daughters of the late Dame Matilda Finley, in her lifetime widow of the late Rev. G.-W. Patchell, also of South Australia, the capital of the entire remainder or balance of the bequest made by the said late Samuel Finley to the said late Mrs. Patchell and her children, by article numbered five of his said last will and testament ;

b. To ratify, validate and confirm article numbered seventeen of the said last will and testament of the late Samuel Finley, and to declare that the testator validly conferred upon his wife, Dame Emma Gault, the powers therein set forth ; and also to ratify, validate and confirm the disposition of the residue of the estate of the said late Samuel Finley, made by the said Dame Emma Gault in the exercise of the powers thus conferred upon her by her said husband, by article numbered third of her last will and testament passed before Henry Fry and colleague, notaries public, on the 27th of June, 1910, as modified in the first codicil of her said last will executed before witnesses on the 3rd of February, 1916, and duly probated ; and to declare that the residue thus disposed of by the said Dame Emma-Gault is the entire residue of the estate of the said Samuel Finley, referred to in said article numbered seventeen of his will ;

c. And for all other purposes relating to these presents.

Dated at Montreal, this seventh day of December, 1917.

HOWARD, AYLMER &
DE WITT,

5412-50-4 Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the Montreal General Hospital, incorporated by and under the statute of the Province of Quebec, being chapter 96 of the Statutes of 1910, having its place of business in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the purpose of obtaining certain amendments to its charter, 1 George V chapter 96, more particularly for the purpose of amending section 4 thereof, so as to increase the amount payable as qualification by persons desiring to become life governors of the hospital and so as to increase the amount of the further annual contribution also payable by life governors so qualified, and so as to provide that in future the Board of management of the Montreal Hospital will have power to decide the amount of the increased payment necessary for such qualification of life governors and the amount of the increased annual contribution payable by them.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 11th December, 1917. 5382-50-4

Avis est par le présent donné que les contribuables de la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, comté de Drummond, s'adressent à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes :

a. Erigeant en municipalité de paroisse et en municipalité scolaire tout le territoire qui constitue actuellement la paroisse canonique et la paroisse civile de Saint-Edmond-de-Grantham ;

b. Fixant la procédure à suivre pour la première élection des officiers.

Le procureur des requérants,

MAXIME MORIN.

Québec, 1er décembre 1917. 5331—49-4

Avis public est par les présentes donné que la Société des logements ouvriers s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte relativement aux matières suivantes :

(a) Abrogation ou modification des clauses relatives aux membres inscrits ou bénéficiaires ;

(b) Augmentation du capital-actions à \$1,000.-000.00 divisé en actions de \$25.00.

(c) Ratification des règlements, résolutions et contrats de l'organisation relativement à une émission de débentures.

Le secrétaire-trésorier de la compagnie.

5353—49-5 RAOUL D'ORSONNENS.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, 5 George V, chapitre 63 et ses amendements, dans le but de faire ratifier certain règlement d'emprunt et d'obtenir des pouvoirs additionnels touchant les emprunts et les taxes.

Les procureurs de la requérante,

BEAUBIEN & LAMARCHE.

Montréal, 30 novembre 1917. 5281—50-4

Notice is hereby given that the rate-payers of the parish of Saint-Edmond-de-Grantham, in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act for the following purposes :

a. To erect into a parish municipality and school municipality all the territory now constituting the canonical and civil parish of Saint-Edmond-de-Grantham ;

b. To determine the procedure to be followed for the first election of officers.

MAXIME MORIN,

Attorney for applicants

Quebec, 1st December, 1917. 5332—49-4

Notice is hereby given that "La Société des logements ouvriers" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter concerning the following suggestions :

(a) Abrogation or modification of the clauses relating to registered and beneficiary members ;

(b) Increase of the capital stock to \$1,000.-000.00 divided into shares of \$25.00 each.

(c) Ratification of by-laws, resolutions and contracts of the organization respecting an issue of debentures.

RAOUL D'ORSONNENS,

5354 49 5 Secretary treasurer of the Company.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, with a view of obtaining certain amendments to its charter, 5 George V, chapter 63 and amendments, for the purpose of ratifying certain loan by-law and of obtaining powers respecting loans and taxes.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for applicant.

Montreal, 30th November, 1917. 5282—50-4

Département de l'instruction publique

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 15 décembre 1917, de nommer M. André Charron, commissaire d'écoles pour la municipalité de Egan, dans le comté d'Ottawa. 5461

Department of Public Instruction

Appointment of school commissioner.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 15th December, 1917, to appoint Mr. André Charron, school commissioner for the municipality of Egan, in the county of Ottawa. 5462

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné que la "Montreal Soldiers' Wives' League" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet : d'apporter aux femmes de tous les soldats, soit officiers, officiers non-commissionnés, membres de l'état-major, du corps permanent et de la milice active du Canada, des relations étroites et sympathiques pour les unes et les autres, qu'elles soient malades ou en santé, elles pourront, au moyen de souscriptions volontaires, contributions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, s'aider et s'assister mutuellement entre elles, ainsi que leurs familles, dans le cas d'embarras pécuniaires, de peine ou de détresse—tel que mentionné dans la déclaration qui a pré-

Notice is hereby given that the "Montreal Soldiers' Wives' League" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes : to bring the wives of all soldiers, whether of officers, non-commissioned officers, men of the staff, permanent corps and active militia of Canada, into closer touch and sympathy with one another, so that whether in sickness or in health, they may be able, by means of voluntary subscriptions, contributions, gifts and donations from its members or from the public, mutually to aid and assist one another and their families in time of difficulty, trouble or distress—as set in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council

cédée l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-neuvième jour de décembre 1917.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.
Pour le trésorier de la province de Québec.
5471—51-2

Avis est par le présent donné que "The Honor League of Canada" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable ayant pour objet la réforme des délinquants, la protection des personnes accusées injustement, la mise à l'épreuve des criminels à leur première offense, procurer de l'ouvrage, de la nourriture et un logis aux prisonniers remis en liberté, et si nécessaire l'assistance indispensable à leurs familles; surveiller prisonniers mis à l'épreuve ou en liberté sur parole, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil datée du vingt-neuvième jour de novembre 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce douzième jour de décembre 1917.

Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.
Pour le trésorier de la province de Québec.
5387—50-2

dated of the twenty ninth day of November, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this nineteenth day of December, 1917.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of insurance.
For the Treasurer of the Province of Quebec.
5472—51-2

Notice is hereby given that "The Honor League of Canada" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes or the reformation of the criminal; protection for those unjustly accused; probation for first offenders; employment and when necessary food and shelter for discharged prisoners; necessary aid for prisoners' families; supervision for those on probation and parole, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council dated of the twenty ninth day of November, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twelfth day of December, 1917.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province of Quebec.
5388—50-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district d'Ottawa, cour supérieure, No 4669. Dame Rose-Anna Guibault, de la cité de Hull, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Charles Proulx, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Charles Proulx, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 13 décembre 1917, contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
FORTIER & MAJOR.
Hull, 13 décembre 1917. 5433—51-4

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No 1669. Dame Adéline Gagnon, épouse commune en biens de Eudore Demeule, boulanger, de Québec, dûment autorisée à ester en justice, par ordre de cour, demanderesse; contre ledit Eudore Demeule, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente novembre, mil neuf cent dix-sept.

Le procureur de la demanderesse,
GEORGES BELLERIVE.
Québec, 30 novembre 1917. 5303—49-5

Cour supérieure, Montréal, No 2927. Dame Maria Rivest, épouse de Charlemagne Lévesque, constructeur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Charlemagne Lévesque, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 novembre 1917.

Les avocats de la demanderesse,
YVON & TRUDEL.
Montréal, 23 novembre 1917. 5225—48-5

Actions for séparation as to property

Province of Quebec, district of Ottawa, Superior Court, No. 4669. Dame Rose-Anna Guibault, of the city of Hull, district of Ottawa, wife common as to property of Charles Proulx, carter, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs said Charles Proulx, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant, on the 13th of December, 1917.

FORTIER & MAJOR,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 13th December, 1917. 5434—51-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1669. Dame Adéline Gagnon, wife common as to property of Eudore Demeule, baker, of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, by order of the Court, plaintiff; against the said Eudore Demeule, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the thirtieth November, one thousand nine hundred and seventeen.

GEORGES BELLERIVE,
Attorney for Plaintiff.
Quebec, 30th November, 1917. 5304—49-5

Superior Court, Montreal, No. 2927. Dame Maria Rivest, wife of Charlemagne Lévesque, builder, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Charlemagne Lévesque, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 14th November, 1917.

YVON & TRUDEL,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1,344. Dame Aimale-Marguerite Bohélier, épouse de Jules-Emile-Abel Jacotty, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, le 9 décembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
LACHAPELLE & DENIS.
Montréal, 10 décembre 1917. 5423—50-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 1930. Valéda-Cécile Boucher, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph-Charles Rancourt, entrepreneur, du même lieu, a formulé, ce jour, une demande en séparation de biens contre son mari.

Les procureurs de la demanderesse,
DUCKETT & DUFRESNE.
Montréal, 7 décembre 1917. 5371—50-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4821. Dame Maria Trudel, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur Ste. Marie, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par cette cour à ester en justice, demanderesse; vs Arthur Ste. Marie, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour de novembre 1917.

Les avocats de la demanderesse,
PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER.
Montréal, 28 novembre 1917. 5259—48-5

Province de Québec, district de Montréal. No 883. Cour supérieure. Dame Lumina Paré, des cité et district de Montréal, épouse de Isaïe Allard, manufacturier, du même lieu, a, ce jour institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY & DURANLEAU.
Montréal, 24 novembre 1917. 5237—48-5

Canada, province de Québec, district de Montcalm. No 430. Cour supérieure. Dame Rebecca Perron, de Marion Station, district de Montcalm, épouse commune en biens de Henri Provencher, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Provencher, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 novembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
ACHIM & MATHIEU.
Mont-Laurier, 23 novembre 1917. 5223—48-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3828. Dame Eveline Rémillard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Destroismaisons dit Picard, manchonnier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Napoléon Destroismaisons, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16 novembre 1917.

Les avocats de la demanderesse,
DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE.
Montréal, 19 novembre 1917. 5151—47-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 1,344. Dame Aimale Marguerite Bohélier, wife duly authorized to *ester en justice* of Jules-Emile-Abel Jacotty, of the city of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband on 9th December, 1917.

LACHAPELLE & DENIS,
Solicitors for plaintiff.
Montreal, 10th December, 1917. 5424—50-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 1930. Valéda-Cécile Boucher, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Charles Rancourt, contractor, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

DUCKETT & DUFRESNE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th December, 1917. 5372—50-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4821. Dame Maria Trudel, wife common as to property of Arthur Ste. Marie, trader, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Arthur Ste. Marie, trader, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twentieth of November, 1917.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER.
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th November, 1917. 5260—48-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 883. Superior Court. Dame Lumina Paré, of the city and district of Montreal, wife of Isaïe Allard, manufacturer, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th November, 1917. 5238—48-5

Canada, Province of Quebec, district of Montcalm. No. 430. Superior Court. Dame Rebecca Perron, of Marion Station, district of Montcalm, wife common as to property of Henri Provencher, trader, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henri Provencher, of the same place, trader, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 22nd day of November, 1917.

ACHIM & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.
Mont-Laurier, 23rd November, 1917.
5224—48-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3828. Dame Eveline Rémillard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Destroismaisons dit Picard, furrier, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Napoléon Destroismaisons dit Picard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on November 16th, 1917.

DELORIMIER, GODIN, MORIER &
CADOTTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th November, 1917. 5152—47-5

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure. No 249. Dame Marie-Amanda Morissette, épouse commune en biens de François-Xavier Vanasse, marchand, de la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs Ledit François-Xavier Vanasse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15e jour de novembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
LAJOIE & LAJOIE.
Trois-Rivières, 15 novembre 1917. 5153—47-5

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. No. 249. Dame Marie-Amanda Morissette, wife common as to property of François-Xavier Vanasse, merchant, of the city of Three Rivers, plaintiff; vs The said François-Xavier Vanasse, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th day of November, 1917.

LAJOIE & LAJOIE,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 15th November, 1917. 5154—47-5

Avis divers

Canada, province de Québec, district de Québec.
La compagnie J.-B. Renaud & Cie, inc., donne avis que son bureau et domicile légal est situé au No 126 de la rue Saint-Paul, dans la cité de Québec, où est le principal siège de ses affaires.

Le secrétaire,
A. ROYER.

Québec, ce 17 décembre 1917. 5455

DANS LA COUR D'ECHIQUIER DU CANADA.

Avis.

Une session générale de la Cour d'Echiquier du Canada, en vertu des dispositions de la règle 166, pour l'instruction des causes, etc., aura lieu au palais de justice, en la cité de Québec, P. Q., à partir de lundi, le 11 février, a. d. 1918, à 11 hrs a. m.

Daté à Ottawa, ce 12 décembre a. d. 1917.

Par ordre,
Le registraire,
CHAS. MORSE.

5425—50-4

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.
Notice is hereby given by the company J.-B. Renaud, Inc., that its office and legal domicile is situated at the No. 126 St. Paul street, in the city of Quebec, where is the principal place of business of the above company.

A. ROYER,
Secretary.

Quebec, this 17th day of December, 1917. 5456

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Notice.

A general sitting of The Exchequer Court of Canada, under the provisions of rule 166, for the trial of cases, etc., will be holden at the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 11th day of February, a. d. 1918, at 11 a. m.

Dated at Ottawa, this 12th day of December, a. d., 1917.

By order,
CHAS. MORSE,
Registrar.

5426—50-4

Compagnie dissoute

Avis est par le présent donné que la compagnie "Imprimerie Carmel, Limitée," constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 23 février 1916, avec sa principale place d'affaires à Montréal, est dissoute.

Donné conformément à l'article 6136, des S. R. Q., 1909, ce dix-septième jour de décembre 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

5447

Company dissolved

Notice is hereby given that the company "Imprimerie Carmel, Limitée", incorporated by letters patent of this Province, bearing date the 23rd February, 1916, with its head office at Montreal, is dissolved.

Given pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909, this seventeenth day of December, 1917.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

5448

Députés élus

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 19 décembre 1917.

Le quinze décembre 1917 ont été élus députés à l'Assemblée législative de Québec dans les districts électoraux de :

Dorchester :—M. Joseph-Charles-Ernest Ouellet, cultivateur, de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin ;

Labelle :—M. Joseph-Honoré Achim, avocat, de Montréal ;

Members elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 19th December, 1917.

On the fifteenth of December, 1917, were elected members of the Legislative Assembly of Quebec, in the electoral districts of :

Dorchester :—Mr. Joseph-Charles-Ernest Ouellet, farmer, of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin ;

Labelle :—Mr. Joseph-Honoré Achim, advocate, of Montreal ;

Ottawa :—M. Joseph Caron, marchand, de la cité de Hull ;

Nicolet :—M. Joseph-A. Savoie, industriel, de Saint-Joseph-de-Blandford.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
5453 L.-P. GEOFFRION.

Ottawa :—Mr. Joseph Caron, merchant, of the city of Hull ;

Nicolet :—Mr. Joseph-A. Savoie, manufacturer, of Saint-Joseph-de-Blandford.

L.-P. GEOFFRION,
5454 Clerk of the Crown in Chancery.

En liquidation

En vertu de l'acte des liquidations.

Canada, province de Québec, district de Québec, No 152. Dans l'affaire de "The Quebec Home Builders, Limited", en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau de A. Thériault, 52 rue Saint-Joseph, à Québec, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, certains actes de vente passés devant M^{re} J.-E. Plamondon, notaire public, le 4^{ième} jour de décembre mil neuf cent dix-sept, sous les Nos 9279, 9280 et 9281 de ses minutes, de la part de "The Quebec Home Builders, Ltd.", en liquidation, dans lesquels actes de vente les propriétés transportées sont décrites comme suit :

1. A Gilbert Dumont, un terrain de forme irrégulière, dans Saint-Louis-de-Courville, mesurant quarante pieds de front par cent quinze de profondeur sur l'avenue Saint-Raphael, et cent un pieds de profondeur à la ligne de division du lot No 19, plus ou moins, avec maison non achevée dessus construite, situé coin de l'avenue Saint-Raphael et terrasse Montmorency, connu et désigné sous le No 20, subdivision du lot original 48 du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport ; borné au nord par le lot No 18, à l'est par le lot No 19, à l'ouest par l'avenue Saint-Raphael, et au sud par la Terrasse Montmorency, tel que le tout se trouve présentement.

2. A Charles Taillon, un terrain mesurant trente pieds de front par quatre-vingts de profondeur, plus ou moins, avec maison dessus construite, situé sur l'avenue Preston, connu et désigné sous le No 110, subdivision du lot original 105 de la paroisse de Saint-Colomban-de-Sillery ; borné au nord par le lot No 111, au sud par le lot No 109, à l'est par une ruelle, et à l'ouest par l'avenue Preston, tel que le tout se trouve présentement.

3. A L.-Théodule Beaudoin, deux terrains mesurant trente-cinq pieds de front chacun par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, avec maison non achevée dessus construite, situés sur l'avenue Maguire, connus et désignés sous les Nos 418-419, subdivisions du lot original 105 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban-de-Sillery ; borné au nord par la rue Columbian, au sud par le lot No 417, à l'est par une ruelle, et à l'ouest par l'avenue Maguire, tel que le tout se trouve présentement.

Et de plus prenez avis que les certificats du registraire sur lesdites propriétés ont été déposés chez le liquidateur à son bureau, à Québec.

Que les propriétés ci-dessus décrites ont été détenues et possédées comme suit, savoir :

48-20, du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, possédé par Joseph Giroux et F.-X.-R. Giroux, du 4 août 1914 au 3 octobre 1916, par J.-A. Faucher et "The Courville Land Co.", du 3 octobre au 5 octobre 1916, et par "The Quebec Home Builders, Ltd.", depuis le 5 octobre, 1916.

105-110, du cadastre officiel pour la paroisse

In Liquidation

Under the Winding Up Act.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 152. In the matter of The Quebec Home Builders, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of A. Thériault, 52 Saint Joseph street, at Quebec, liquidator of the said company in liquidation, certain deeds of sale executed before J. E. Plamondon, esquire, notary public, on the 4th day of December, one thousand nine hundred and seventeen, under the Nos 9279, 9280 and 9281 of his minutes, from "The Quebec Home Builders, Ltd" in liquidation, in which deeds of sale the properties sold are described as follows :

1. To Gilbert Dumont, a piece of land of irregular outline, in Saint-Louis-de-Courville, measuring forty feet in front by one hundred and fifteen feet in depth on Saint Raphael Avenue, and one hundred and one feet in depth in the dividing line of the lot No. 19, the whole more or less, with an unfinished house thereon erected, situate at the corner of Saint Raphael Avenue and Terrasse Montmorency, known and designated under the No. 20 of the subdivision of original lot No 48 of the official cadastre for the parish of Beauport; bounded on the north by the lot No. 18, on the east by the lot No. 19, on the west by Saint Raphael Avenue, and on the south by Terrasse Montmorency, as the whole now subsists ;

2. To Charles Taillon, a lot of land measuring thirty feet in front by eighty feet in depth, more or less, with a house thereon erected, situate on Preston Avenue, known and designated under the No. 110, of the subdivision of original lot No. 105 of the parish of Saint Colomban-de-Sillery ; bounded on the north by the lot No. 111, on the south by the lot No. 109, on the east by a lane, and on the west by Preston Avenue, as the whole now subsists ;

3. To L. Théodule Beaudoin, two lots of land each measuring thirty five feet in front by eighty feet in depth, more or less, with an unfinished house thereon erected, situate on Maguire Avenue, known and designated under the Nos. 418 and 419, of the subdivisions of original lot 105 of the official cadastre of the parish of Saint Colomban-de-Sillery ; bounded on the north by Columbian street, on the south by the lot No 417, on the east by a lane, and on the west by Maguire Avenue, as the whole now subsists ;

Notice is also given that the registrar's certificates on the said properties have been lodged with the liquidator at his office, at Quebec.

That the above described properties were owned and possessed as follows :

48-20, of the official cadastre for the parish of Beauport, possessed by Joseph Giroux and F.-X.-R. Giroux, from the 4th August, 1914, to 3rd October, 1916, by J.-A. Faucher and the Courville Land Company from the 3rd October to 5th October, 1916, and by The Quebec Home Builders, Ltd, from the 5th October, 1916.

105-110, of the official cadastre of the parish of

de Saint-Colomban-de-Sillery, possédé par J.-C.-A. Bédard, du 17 mars 1914 au 16 septembre 1915, par "The Quebec Home Builders, Ltd.", du 16 septembre 1915 au 3 juin 1916, par Huth-Thomas-Brown, du 3 juin 1916 jusqu'au 6 octobre 1917, date à laquelle ladite propriété a été rétrocédée au liquidateur soussigné en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du 6 octobre 1917.

105-418-419, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Colomban-de-Sillery, possédé par J.-C.-A. Bédard, depuis le 17 mars 1914 au 22 octobre 1915, par le Parc Saint-Louis, Ltée, du 22 octobre au 12 novembre 1915, et par "The Quebec Home Builders, Ltd.", depuis le 12 novembre 1915.

Que lesdits actes de vente et certificats du registraire ont été aussi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552, 7553, 7554, 7555, 7556, 7557 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité des dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté à Québec, ce 4ième jour de décembre 1917.

Le liquidateur,

A. THERIAULT.

Québec, 4 décembre 1917.

5377-50-4

Saint-Colomban-de-Sillery, possessed by J.-C.-A. Bedard, from the 17th March, 1914, to 16th September, 1915, by The Quebec Home Builders, Ltd, from the 16th September, 1915 to 3rd June, 1916, by Huth-Thomas Brown, from the 3rd June, 1916, to 6th October, 1917, on which the said property was transferred over to the undersigned liquidator under a judgment of the Superior Court, dated the 6th October, 1917.

105-418 and 419, of the official cadastre for the parish of Saint-Colomban-de-Sillery, possessed by J.-C.-A. Bedard, from the 17th March, 1914, to 22nd October, 1915, by Le Parc Saint Louis, Ltée, from the 22nd October to 12th November, 1915, and by the Quebec Home Builders, Ltd., from the 12th November, 1915.

That the said deeds of sale and registrar's certificates were also deposited in conformity with the provisions of articles 7552, 7553, 7554, 7555, 7556 and 7557 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and the present notice is published pursuant to the provisions of the above articles, so as to give to the above sales the effect of a sheriff's sale.

Dated at Quebec, this 4th day of December, 1917.

A. THERIAULT.

Liquidator.

Quebec, 4th December, 1917.

5378-50-4

Examen du barreau

AVIS.

La personne dont le nom suit se présentera à l'examen de janvier 1918, pour l'admission à la pratique du droit :

M. Jean-Charles-Gaston Fontaine, âgé de 23 ans, demeurant dans la ville de Hull, district d'Ottawa.

Fait en double, à Hull, ce 17 décembre 1917.

Secrétaire, barreau du district d'Ottawa,
5503-51-2

F.-B. MAJOR.

AVIS.

La personne dont le nom suit se présentera à l'examen de janvier 1918, pour l'admission à la pratique du droit :

M. John de Gaspé Audette, âgé de 21 ans, résidant à 161 Daly Ave., à Ottawa.

Fait en double, à Hull, ce 12 décembre 1917.

Secrétaire, Barreau du district d'Ottawa,
5421-50-2

F.-B. MAJOR.

Bar Examination

NOTICE.

The person named below will present himself at the examination of January, 1918, for admission to the practise of law :

Mr. Jean-Charles-Gaston Fontaine, aged 23 years, residing in the town of Hull, district of Ottawa.

Made in duplicate, at Hull, the 17th December, 1917.

Secretary of the Bar for the district of Ottawa,
5504-51-2

F.-B. MAJOR.

NOTICE.

The person named below will present himself at the examination of January, 1918, for admission to the practise of law :

Mr. John de Gaspé Audette, aged 21 years, residing at 161 Daly Ave, Ottawa.

Made in duplicate, at Hull, the 12th December, 1917.

Secretary of the Bar for the district of Ottawa,
5422-50-2

F.-B. MAJOR.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidates pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for the admission to study of the Law.

Examens du 8 janvier 1917.—Examinations, January 8th, 1917.

Nor	Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Residence	College
1	Allard.....	J.-F.-A.....	20	Saint-Frs-du-Lac.....	Sém. de Nicolet.
2	Chauvin.....	Antoine.....	19	Sainte-Rose.....	Coll. Montréal & l'Assomption.
2½	Cormier.....	J.-Calixte.....	22	Montréal.....	Cours de Boissieu.
2½	Courchesne.....	Edmond.....	21	Saint-Frs-du-Lac.....	Collèges Sainte-Marie & Loyola.
3	Decker.....	Saul-W.....	20	Montréal.....	Montreal High School & McGill Univ.
4	deMartigny.....	Frs-C.-L.....	17	St-Jérôme.....	Mont St-Louis & Cours de Boissieu.
5	Denis.....	Gérard.....	22	Saint-Cuthbert.....	Coll. Montréal.
6	Dougherty.....	E.-W.....	22	Longueuil.....	Comm. & Technical High School, Montréal.
7	Fauteux.....	Léandre.....	28	Montréal.....	Coll. Ste-Marie.
8	Hamelin.....	A.-B.....	21	Outremont.....	Coll. Ste-Marie & Loyola.
9	Hartt.....	Maurice.....	28	Montréal.....	Roumanian Public & High School.
10	Lightstone.....	Robert.....	18	".....	Victoria School & Cours de Boissieu.
11	Marchand.....	Félix.....	20	".....	Coll. Sainte-Marie & Cours de Boissieu.
12	Masson.....	Léon.....	21	".....	Coll. Sainte-Marie & Cours de Boissieu.
13	Miller.....	Paul.....	20	Outremont.....	Sém. St-Hyacinthe.
14	Panneton.....	Jacques.....	22	Westmount.....	Coll. Sherbrooke & Hautes Etudes Com.
15	Perras.....	Loyola.....	17	Montréal.....	Coll. St-Stanislas, Paris.
16	Perron.....	Jacques.....	18	".....	Lower Canada Coll. Shortell's Acad.
17	Meyerovitch.....	Philippe.....	18	".....	Montreal High School.
18	Provencher.....	Lucien.....	19	".....	Sém. de Québec, Coll. de St-Boniface.
19	Sauvage.....	Albert.....	20	".....	Ecole Normale Jacques-Cartier.
20	Shoemar.....	David.....	18	Montréal.....	Montreal High School.
21	Tétrault.....	Arthur.....	18	".....	Mont Saint-Louis & Cours privé.
22	Versailles.....	Maurice.....	22	".....	Loyola College.

Montréal, 10 janvier 1918.
Montreal, 10th January, 1918.Le secrétaire du barreau de Montréal.
CHAS.-A. HALE,
Secretary of the Bar of Montreal.

5389—50-2

Faillite—Avis de

Notices of Bankruptcy

Cour supérieure, district de Montréal. "Elite Hat Manufacturing Co., Limited.", en liquidation; et A.-E. Middleton Hope, C. A., liquidateur.

Le bilan du liquidateur en la présente affaire est publié pour l'information des parties intéressées.

Un premier et dernier dividende de soixante-et-dix-huit centièmes d'un sou dans la piastre est présentement déclaré, ce vingt-septième jour de décembre 1917, et sera payé le quinzième jour de janvier 1918, sauf contestation.

Le liquidateur,

5429 A.-E. MIDDLETON HOPE, C. A.

Superior Court, district of Montreal. Elite Hat Manufacturing Co., Limited, in liquidation; and A.-E. MIDDLETON HOPE, C. A., liquidator.

The liquidator's statement in this matter is published for the information of all concerned.

A first and final dividend of seventy eight hundredths of one cent on the dollar is hereby declared on this twenty seventh day of December, 1917, and will be paid on the fifteenth day of January, 1918, if not contested.

A.-E. MIDDLETON HOPE, C. A.,

Liquidator.

Province de Québec, district d'Arthabaska, cour supérieure. *Re*: François-Xavier Desrochers et Joseph-George Gagnon, "Aux Quatre Saisons", Drummondville, insolvable.

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court. *Re*: François-Xavier Desrochers and Joseph-George Gagnon, "Aux Quatre Saisons", Drummondville, insolvents.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la cour supérieure du district d'Arthabaska, en date du 12^{ième} jour de décembre 1917, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Le curateur,

PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon,

55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.

5431

Province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure, No 1375.

Arthur Tremblay, boucher, de la ville et du district de Roberval, a fait, ce jour, cession judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Roberval, suivant la loi.

Le gardien provisoire,

J.-H. DELISLE.

Roberval, 10 décembre 1917.

5449

Re : J.-T. Fortin, Chambord, marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 7 janvier 1918, et sera payable à notre bureau le ou après le 8 janvier 1917.

Le curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

Edifice Bossé,

Québec, 18 décembre 1917.

5451

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 259. *In re: The Holman Theatre, Montréal, in liquidation.*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu le 17 décembre 1917, j'ai été nommé liquidateur de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations, dûment attestées, devront être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

Le liquidateur,

GEORGES DUCLOS.

Bureau de Duclos & Duclos,

90 rue Saint-Jacques, Montréal.

5467

Canada, province de Québec, district de Québec, cour supérieure.

Ernest Perron, faisant affaires au No 175, 5^{ième} rue, Limoilou, marchand, a, le 14 décembre 1917, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la "Canada Steamship Lines, Ltd."

Québec, 19 décembre 1917.

5469

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 223. *In re: J. Christin & Cie, Inc., Montréal, in liquidation.*

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 7 janvier 1918.

Toute contestation de tel dividende doit

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court of the district of Arthabaska, dated the twelfth day of December, 1917, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of present notice.

PAUL-L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,

55 Saint-François-Xavier street, Montreal.

5432

Province of Quebec, district of Roberval, in the Superior Court, No. 1373.

Arthur Tremblay, of the town and district of Roberval, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office, in the Superior Court, for the district of Roberval, according to law.

J.-H. DELISLE,

Provisional guardian.

Roberval, 10th December, 1917.

5450

Re : J.-T. Fortin, merchant, of Chambord, insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been prepared in the above matter and will be subject to objection until 7th January, 1918, and will be payable at our office on or after 8th January, 1917.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices: 147 Mountain Hill,

Bossé building.

Quebec, 18th December, 1917.

5452

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 259. *In re: The Holman Theatre, Montreal, in liquidation.*

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, rendered this day, the 17th of December, 1917, the undersigned has been appointed liquidator to the said company in liquidation.

Claims, duly attested, must be filed at my office within thirty days of this date.

GEORGES DUCLOS,

Liquidator.

Office of Duclos & Duclos

90 Saint James street Montreal.

5468

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

Ernest Perron, doing business at No. 175, 5th street, Limoilou, merchant, has, on the 14th of December, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

J.-P.-E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44 and 46 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd., bldg.

Quebec, 19th December, 1917.

5470

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 223. *In re: J. Christin & Co, Inc., Montreal, in liquidation.*

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 7th January, 1918.

Any contestation of such dividend must be

être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les liquidateurs,

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques,
Montréal, 22 décembre 1917.

5465

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Patrice Brunet, épicière, de Verdun, insolvable.

Avis est donné que le 10^{ième} jour de décembre 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

Edifice Banque de Québec,
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 20 décembre 1917.

5475

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Victor-L. Lespérance, boucher, de Montréal, insolvable.

Avis est donné que le 11^{ième} jour de décembre 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

Edifice Banque de Québec,
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 20 décembre 1917.

5477

deposited with us before the date above mentioned.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Banque Nationale building,
99 Saint James street,
Montreal, 22nd December, 1917.

5466

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Patrice Brunet, grocer, of Verdun, insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of December, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST. AMOUR,

Curator.

Quebec Bank building,
No. 11 Place d'Armes.

Montreal, 20th December, 1917.

5476

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Victor-L. Lespérance, butcher, of Montreal insolvent.

Notice is hereby given that on the 11th day of December, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST. AMOUR,

Curator.

Quebec Bank building,
No. 11 Place d'Armes,

Montreal, 20th December, 1917.

5478

Minutes de notaire—transfert de :

Québec, 20 décembre 1917

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, que, par arrêté ministériel, en date du 15 décembre 1917, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, en faveur de M. J.-A.-Aimé Ashby, notaire, pratiquant et demeurant à Lachine, comté de Jacques-Cartier, le transfert des minutes, repertoire et index de M. Léon Forest, notaire, du même endroit, qui a cessé volontairement de pratiquer sa profession.

5479

Notarial Minutes transferred

Quebec, 20th December, 1917

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that, by Order-in-Council, bearing date the 15th December, 1917, His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to grant the application of Mr J.-S.-Aimé Ashby, notary, practising and residing at Lachine, county of Jacques-Cartier, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr Léon Forest, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice his profession.

5480

Ordre de la cour

District de Chicoutimi, cour supérieure, No 5545. "Dominion Fish & Fruit Co.", demanderesse; vs Peter Varvaresso, défendeur.

Vu l'allégation de déconfiture du défendeur il est ordonné qu'avis soit donné aux créanciers dudit défendeur de produire leur réclamation sous quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le protonotaire de Chicoutimi,

F.-X. GOSSELIN.

Vraie copie,

Lapointe & Langlois,

Procureurs de la demanderesse.

5419—50-2

Order of the Court

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5545. Dominion Fish & Fruit Co., plaintiff; vs Peter Varvaresso, defendant.

Seeing the allegation of the insolvency of the defendant, it is ordered that notice be given to the creditors of said defendant to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

F.-X. GOSSELIN,

Prothonotary of Chicoutimi.

A true copy,

Lapointe & Langlois,

Attorneys for plaintiff.

5420—50-2

Ratification de titre.

Province de Québec, district de Québec.
No 1811. Dans la cour supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, un acte passé devant André Taschereau, résidant et pratiquant à Robertsonville, comté de Mégantic, province de Québec, le 27 mars 1916 entre Joseph-Adrien Belleau, de Bergeville, dans le comté de Québec, menuisier-entrepreneur, et Linière Vachon, industriel, de Saint-Joseph-de-Beauce, étant une vente par ledit Belleau audit Vachon des immeubles suivants, savoir:

"Deux terrains situés en la paroisse de Saint-Colomban-de-Sillery, de trente-deux pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, connu et décrit au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomban-de-Sillery comme étant le lot numéro quatre cent trente-trois, des subdivisions du lot originaire cent cinq du susdit cadastre (105-433), et l'autre terrain mesurant trente-sept pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins étant le numéro trois cent quatre-vingt-un du susdit cadastre, subdivision cent cinq (105-381)—ainsi que les bâtisses dessus construites et dépendances et en la possession dudit Linière Vachon, dudit Belleau et de J.-C.-A. Bédard comme propriétaires pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur lesdits immeubles avant l'enregistrement dudit acte par lequel lesdits immeubles ont été acquis par ledit Vachon, sont averties par les présentes qu'il sera présenté à ladite cour, le 22 janvier 1918, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, et à défaut de quoi elles seront pour toujours foreloses dud droit de le faire.

Le protonotaire de la cour supérieure,
District de Québec.
AMÉDÉE ROBITAILLE.

Les procureurs du requérant,
BELLEY & SEVIGNY.
Québec, le 7 décembre 1917. 5373—50-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Mégantic, siégeant à Thetford-Mines, district d'Arthabaska. Arthabaska, à savoir: } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES

No 1924. }
pour la municipalité de Black-Lake, demandeurs; contre NAPOLEON POULIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé dans la ville de Black-

Confirmation of title.

Province of Quebec, district of Quebec. No. 1811. In the superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Quebec, a deed executed before André Taschereau, residing and practising at Robertsonville, county of Megantic, province of Quebec, on the 27th March, 1916, between Joseph-Adrien Belleau, of Bergeville, in the county of Quebec, master-joiner, and Linière Vachon, industrial, of Saint-Joseph-de-Beauce, being a sale by the said Belleau to the said Vachon of the following immoveables, to wit:

"Two lots of land situated in the parish of Saint-Colomban-de-Sillery, of thirty two feet in front by eighty feet in depth, more or less, known and described on the official cadastre of the parish of Saint-Colomban-de-Sillery as being the lot number four hundred and thirty three, of the subdivisions of original lot one hundred and five (105-403) of the aforesaid cadastre, and the other lot measuring thirty seven feet in front by eighty feet in depth, more or less, being the number three hundred and eighty one of the aforesaid cadastre, subdivision one hundred and five (105-381)—together with the buildings thereon erected and dependencies and possessed by the said Linière Vachon, said Belleau and J.-C.-A. Bédard as proprietors for three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables immediately before the registration of said deed of sale by which the said immoveables were acquired by the said Vachon, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 22nd January, 1918, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

AMÉDÉE ROBITAILLE,
Prothonotary Superior Court,
District of Quebec.

BELLEY & SEVIGNY,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 7th December, 1917. 5374—50-2

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court, in and for the county of Megantic, sitting at Thetford-Mines, district of Arthabaska. Arthabaska, to wit: } THE SCHOOL COMMISSIONERS for the

No. 1924. }
municipality of Black-Lake, plaintiffs; against NAPOLEON POULIN, defendant.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the town of Black-

Lake, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Irlande, comme étant la moitié sud-ouest du lot No 55 de la subdivision du lot No 392 dudit cadastre—avec les bâtisses y érigées; à la charge de la rente foncière au montant de \$5.00, payable à Asbestos Corporation of Canada, Limited, et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette cour, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1918), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 28 novembre 1917. 5257—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

Lake, known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Ireland, as being the south west half of lot No. 55 of the subdivision of lot No. 322 of said official plan and book of reference — with the buildings thereon erected; at the charge of the ground rent of \$5.00 payable to Asbestos Corporation of Canada, Limited, and subject to all clauses, reserves and restrictions of the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, the EIGHTH day of JANUARY next (1918), at TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 28th November, 1917. 5258—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ELISEE BOISJOLY,
District de Joliette, } demandeur; vs AR-
No 7837. } THUR GAUTHIER,
défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Lavaltrie, étant le lot No 264 du cadastre de ladite paroisse de Lavaltrie—avec les bâtisses dessus construites;

2. Une terre sise et située en la paroisse de Lavaltrie, étant le lot 436 du cadastre de ladite paroisse de Lavaltrie—avec bâtisses;

3. Une terre sise et située en la paroisse de Lavaltrie, étant le No 447 du cadastre de ladite paroisse—avec bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de Lavaltrie, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER, mil neuf cent dix-huit, à MIDI.

Le shérif,
JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

District de Joliette, 18 décembre 1917.
5481—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HORMISDAS LE-
No 1083. } BLANC, commer-
cant, et DAME DELIA LAPIERRE, veuve de
Joseph Roy, demandeurs; vs LUCIEN CLOU-
TIER, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-318), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées, ayant front sur la rue Saint-Laurent, moins cette partie dudit lot qui a été expropriée pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent, cité et district de Montréal.

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ELIE BOISJOLY,
District of Joliette, } plaintiff; vs AR-
No. 7837. } THUR GAUTHIER,
defendant.

1. That certain land lying and situate in the parish of Lavaltrie, being the lot No. 264 of the cadastre of said parish of Lavaltrie—with the buildings thereon erected;

2. That other land lying and situate in the parish of Lavaltrie, being the lot No. 436 of the cadastre of said parish of Lavaltrie—with the buildings thereon;

3. That other land lying and situate in the parish of Lavaltrie, being the No. 447 of the cadastre of said parish—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of Lavaltrie, on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of JANUARY, one thousand nine hundred and eighteen, at TWELVE o'clock noon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff.

Sheriff's office.

District of Joliette, 18th December, 1917.
5482—51-2
[First publication, 22nd December, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HORMISDAS LE-
No. 1083. } BLANC, trader and
DAME DELIA LAPIERRE, widow of Joseph
Roy, plaintiffs; vs LUCIEN CLOUTIER,
defendant.

A lot of land known and designated as being the lot number three hundred and eighteen of the official subdivision of the primitive lot number eleven (11-318), on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Cote Saint Louis—with the buildings thereon erected, fronting on Saint Lawrence street, less the part of the said lot which was expropriated for the widening of Saint Lawrence street, city and district of Montreal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 décembre 1917. 5485—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **THE TRUST & LOAN**
No 4445.) **COMPANY OF**
CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs GEDEAS CLERMONT ET AL, défendeurs.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur le boulevard des Ormes, de ladite cité, connu et désigné sous les numéros cent deux et cent trois (102 et 103) de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-quatre (224-102 et 103), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites et avec usage de la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 décembre 1917. 5487—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **LA CITE D'OUTRE-**
No 5214.) **MONT,** corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal établisse-
ment dans la cité d'Outremont, district de
Montréal, demanderesse ; vs DELLE OLIVINE
CHOUINARD, fille majeure et usant de ses
droits, et DAME ANNA SARAULT, veuve de
feu Stanislas Rochon, défenderesses, et LOUIS-
ANTONIO BEDARD, curateur au délaissement
de la défenderesse Sarault pour la partie indivise
délaisée par elle.

Un emplacement vacant ayant front sur l'avenue Outremont, en la cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (No 35-580), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 décembre 1917. 5489—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **DAME JULIA ZWER-**
No 2592.) **GIUS,** veuve de feu
Christian Steen, demanderesse ; vs DAME
MALLY GELBSTEIN, épouse de David Cohen,
et le dit David Cohen pour autoriser sa dite
épouse, défenderesse.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th December, 1917. 5486—51-2
[First publication, 22nd December, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **THE TRUST & LOAN**
No. 4445.) **COMPANY OF**
CANADA, a legally constituted corporation with its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs GEDEAS CLERMONT ET AL, defendants.

An emplacement being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Boulevard des Ormes, of the said city, known and designated under the numbers one hundred and two and one hundred and three (102 and 103) of the subdivision of the primitive lot number two hundred and twenty four (224-102 and 103), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected and with the use of the yard situate in the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th December, 1917. 5488—51-2
[First publication, 22nd December, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **THE CITY OF OU-**
No. 5214.) **TREMONT,** a body
politic and corporate, having its principal place
of business in the city of Outremont, district of
Montreal, plaintiff ; vs MISS OLIVINE CHOU-
NARD, spinster in the full exercise of her rights,
and DAME ANNA SARAULT, widow of the
late Stanislas Rochon, defendants, and LOUIS-
ANTONIO BEDARD, curator to the surrender
made by the defendant Sarault, for the undivided
portion surrendered by her.

That certain vacant emplacement fronting on Outremont Avenue, in the city of Outremont, known and designated under the number five hundred and eighty of the official subdivision of the lot number thirty five (No. 35-580), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th December, 1917. 5490—51-2
[First publication, 22nd December, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **DAME JULIA ZWER-**
No. 2592.) **GIUS,** widow of the
late Christian Steen, plaintiff ; vs DAME MAL-
LY GELBSTEIN, wife of David Cohen, and
the said David Cohen to authorize his said
wife, defendant.

Le lot de terre—avec toutes les bâtisses dessus construites, ayant front sur la rue Saint-Hypolite, (maintenant avenue Coloniale), et portant les numéros civiques 678, 680, 682 et 684, de la dite avenue Coloniale, dans la cité de Montréal, et étant le numéro 236, des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DOUZE heures, midi.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, le 19 décembre 1917. 5497—51-2

[Première publication, 22 décembre 1917.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **FRANÇOIS-REGIS**
No 85.) **VINET et PIERRE-**

HENRI DUFRESNE, curateurs aux biens de **LEVI PAQUETTE**, failli, et **ALFRED COUDRY**, requérant.

Un terrain ou carrière situé en la paroisse de Saint-Martin, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent trente-deux (P. 332), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, comté de Laval, contenant trois arpents de largeur sur environ six arpents de profondeur, c'est-à-dire à venir au travers ou clôture en pierre qui borne le dit terrain au sud et tel que convenu dans les bornes et limites suivantes: d'un bout au nord par une rue dont la moitié de largeur a été détachée du terrain vendu, de l'autre bout au sud par le résidu du dit lot numéro 332, appartenant à Léon Ouimet ou représentants, d'un côté à l'est par le lot numéro 331, et de l'autre côté à l'ouest par le No officiel 334, appartenant à Adolphe Ouimet, sauf à distraire;

a. Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 332 du cadastre de la paroisse de Saint-Martin, de quarante pieds de largeur sur une rue projetée de trente-deux pieds de largeur devant se trouver à 130 pieds à l'ouest de la ligne de division des lots numéros 331 et 332 du dit cadastre sur une profondeur de 100 pieds; borné le dit lot en front vers l'est par la dite rue projetée, en arrière et d'un côté vers le sud par le résidu du dit lot appartenant à Lévi Paquette, et de l'autre côté par une rue allant à la jonction Saint-Martin; le dit terrain ayant été vendu à Firmin Locas;

b. Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 332 de la paroisse de Saint-Martin, de quatre-vingts pieds de largeur sur une rue projetée de 32 pieds de largeur devant passer à 130 pieds à l'ouest de la ligne de division des lots 331 et 332 du cadastre de la paroisse de Saint-Martin sur une profondeur de 100 pieds, mesure anglaise; borné en front vers l'est par la dite rue projetée, en arrière et d'un côté vers le sud par le reste du dit lot appartenant à Lévi Paquette, et de l'autre côté vers le nord par une autre partie du dit lot vendu à Firmin Locas, avec droit de passage dans la dite rue et avec obligation d'entretenir la dite rue en face de la propriété et de clore à ses frais dans les lignes contigües à Lévi Paquette, mais à frais commun avec ceux qui deviendront par la suite aux droits de Lévi Paquette;

c. Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent trente-deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, de cinquante pieds de front par

That certain lot of land—with all the buildings thereon erected, fronting on Saint Hypolite street, (now Colonial avenue), and bearing civic numbers 678, 680, 682 and 684, of said Colonial avenue, in the city of Montreal, and being lot number 236, on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TWELVE o'clock noon.

P.-M. DURAND

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 19th December, 1917. 5498—51-2

[First publication, 22nd December, 1917.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **FRANÇOIS-REGIS**
No. 85.) **VINET and PIERRE-**

HENRI DUFRESNE, curators to the property of **LEVI PAQUETTE**, insolvent, and **ALFRED COUDRY**, petitioner.

A lot of land or quarry situate in the parish of Saint Martin, forming part of the lot of land known and designated under the number three hundred and thirty two (P. 332), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, county of Laval, containing three arpents in width by about six arpents in depth, that is coming through the stone fence which bounds the said lot of land on the south and as acknowledged within the following limits and boundaries: on one end to the north by a street of which the half of the width was detached from the lot of land sold, on the other end to the south by the residue of the said lot number 332, belonging to Léon Ouimet or representatives, on one side to the east by the lot number 331, and on the other side to the west by the official number 334, belonging to Adolphe Ouimet, save and except to withdraw;

a. A lot of land known and designated as forming part of lot number 332 of the cadastre of the parish of Saint Martin, of forty feet in width on a projected street of thirty two feet in width to be 130 feet on the west of the division line of the lots numbers 331 and 332 of the said cadastre by a depth of 100 feet; the said lot being bounded in front towards the east by the said projected street, in the rear and on one side towards the south by the residue of the said lot belonging to Lévi Paquette, and on the other side by a street going to Saint Martin's Junction; the said lot of land being sold to Firmin Locas;

b. A lot of land known and designated as forming part of the lot number 332 of the parish of Saint Martin, of eighty feet in width on a projected street of 32 feet in width to pass at 130 feet on the west of the division line of the lots 331 and 332 of the cadastre of the parish of Saint Martin by a depth of 100 feet, English measurement; bounded in front towards the east by the said projected street, in the rear and on one side towards the south by the remainder of the said lot belonging to Lévi Paquette, and on the other side towards the north by another part of the said lot sold to Firmin Locas, with right of way in the said street and with obligation to maintain the said street opposite the property and to close at own cost in the lines contiguous to Lévi Paquette, but at cost in common with those who shall there after come to the rights of Lévi Paquette;

c. A lot of land known and designated as forming part of the lot number three hundred and thirty two, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, of fifty feet in

cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et borné en front vers le nord par la rue du Dépôt, en arrière et d'un côté vers l'est par une partie du dit lot appartenant à Lévi Paquette, et de l'autre côté vers l'ouest par une rue projetée dans laquelle le propriétaire a droit de passage avec d'autres.

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu le 28 septembre 1917, aura lieu de nouveau, le 24ième jour de janvier prochain à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin.

A la folle enchère de Aldérie Paquette, le ci-devant adjudicataire, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, en date du 10 décembre 1917.

Un dépôt d'une somme de \$500.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau en date du 10 décembre 1917.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 19 décembre 1917. 5491
[Première publication, 22 décembre 1917.]

front by one hundred feet in depth, all English measurement, and bounded in front towards the north by the Depot street, in the rear and on one side towards the east by a part of the said lot belonging to Lévi Paquette, and on the other side towards the west by a projected street in which the proprietor has the right of way with others.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveable above described, which took place on the 28th September, 1917, will again take place on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of Saint Martin.

For the false bidding of Aldérie Paquette, the adjudicataire at previous sale, pursuant to a judgment of the hon. justice Bruneau, dated the 10th December, 1917.

A deposit of the sum of \$500.00, shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the hon. justice Bruneau, dated the 10th December, 1917.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 19th December, 1917. 5492
[First publication, 22nd December, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) THE SUN LIFE ASSU-
No 1139.) RANCE COMPA-
NY OF CANADA, corporation légale, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs LES PROPRIETAIRES INCORPORES, corporation légale, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

L'emplacement situé à l'encoignure ouest des rues Saint-Marc et Tupper, en ladite cité de Montréal, mesurant 25 pieds de largeur par 93 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et composé des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de ladite cité de Montréal, comme lot de résubdivision numéro un du lot de subdivision lettre H, du lot originaire numéro 1628 ainsi que du lot de résubdivision numéro sept du lot de subdivision lettre G dudit lot originaire numéro seize cent vingt-huit et du lot de subdivision numéro cinq du lot originaire 1626 (Nos 1628-H-1, 1628-G-7 et 1626-5) ; et borné en front par la rue Tupper susdite, en arrière par une ruelle commune, du côté nord-est par la rue Saint-Marc, susdite, et du côté sud-ouest par un nommé Parsons ou représentants.

Avec la maison de rapport qui s'y trouve, à sept étages, avec sous-sol, structure métallique, en pierre et brique, et contenant quatorze logements, connue sous le No 42 de la rue Saint-Marc, et tous les droits, circonstances et dépendances se rattachant audit emplacement, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRE JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, le 19 décembre 1917. 5499—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE SUN LIFE AS-
No 1139.) SURANCE COM-
PANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs LES PROPRIETAIRES INCORPORES, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

That certain emplacement situate on the westerly corner of Saint-Mark and Tupper streets, in the said city of Montreal, which contains 25 feet in width by 93 feet in depth, English measure, and more or less, and is composed of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint-Antoine ward, of the said city of Montreal, as resubdivision lot number one of subdivision lot letter H, of the original lot number 1628 and resubdivision lot number seven of subdivision lot letter G of the said original lot number sixteen hundred and twenty eight and subdivision lot number five of the original lot number 1626 (Nos 1628-H-1, 1628-G-7 and 1626-5) ; and is bounded in front by Tupper street aforesaid, in rear by a common lane, on the north east side by Saint Mark street aforesaid, and on the south westerly side by one Parsons or representatives.

With the seven story and basement apartment building thereon, being built of steel, stone and brick, and comprising fourteen apartments and known as No. 42 Saint Mark street and with all the rights, members and appurtenances to the said emplacement belonging, without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th December, 1917. 5500—51-2
[First publication, 22nd December, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } GUILLAUME-NAPO-
No 4609. } LEON MONCEL,
JOSEPH-OVIDE GRAVEL et JOSEPH BEAU-
DRY, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires
et administrateurs fiduciaires de la succession
de feu Victor Beaudry, en son vivant de Mont-
réal, et Dame Alice Beaudry, veuve de James
Barclay, en son vivant du même lieu, médecin,
demandeurs ; vs THE VICTORIA REALTY
COMPANY, corporation légale, constituée par
lettres patentes de la province de Québec, ayant
sa principale place d'affaires dans la cité de
Montréal, district de Montréal, défenderesse.

1. Un emplacement situé sur la rue Victoria, dans ladite cité de Montréal, étant le lot de terre portant le numéro deux (2), de la subdivision du lot numéro mille trois cent trente-neuf (1339), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans ladite cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle large de dix-huit pieds en arrière dudit lot ;

2. Un autre emplacement adjacent à celui ci-haut décrit, étant le lot de terre portant le numéro un (1), de la subdivision du lot numéro mille trois cent trente-neuf (1,339), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, mesurant vingt-quatre pieds et trois pouces et demi de largeur par quatre-vingt-quinze pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage du débiteur dans la ruelle de dix-huit pieds de largeur en arrière dudit lot.

Le tout avec les bâtisses dessus construites connues sous les numéros 26-26-A, 28 et 28-A, de ladite rue Victoria, les murs de côté desdites bâtisses sont mitoyens.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 19 décembre 1917. 5501—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEX. BREMNER
No 2238a. } LIMITED, corps
politique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
demandeur ; vs ARSÈNE MARCHESSAULT,
l'un des défendeurs en cette cause.

Les lots cinquante-sept (57) cinquante-huit (58) et cinquante-neuf (59) de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix (90), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec bâtisses y érigées, ayant front sur la rue Broadway.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 27 novembre 1917. 5261—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } GUILLAUME-NAPO-
No. 4609. } LEON MONCEL,
JOSEPH-OVIDE GRAVEL AND JOSEPH
BEAUDRY, in their quality of testamentary
executors and fiduciary administrators of the
estate of the late Victor Beaudry, in his lifetime
of Montreal, and Dame Alice Beaudry, widow
of James Barclay, in his lifetime of the same
place, physician, plaintiffs ; vs THE VICTO-
RIA REALTY COMPANY, a body politic and
incorporated by Letters Patent of the Province
of Quebec, having its chief place of business in
the city of Montreal, district of Montreal,
defendant.

1. An emplacement situate on Victoria street, in the said city of Montreal, being the lot of land bearing the number two (2), of the subdivision of lot number one thousand three hundred and thirty nine (1339), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the said city of Montreal, containing twenty-three feet and six inches in width by ninety-six feet in depth, English measure, more or less, with the right of way in the lane of eighteen feet in width in rear of said lot ;

2. Another emplacement contiguous to the one above described, being the lot of land bearing the number one (1), of the subdivision of lot number one thousand three hundred and thirty-nine (1,339), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, containing twenty four feet and three and one half inches in width by ninety-five feet six inches in depth, english measure, more or less, with the debtor's right of way in the lane of eighteen feet in width in rear of said lot.

The whole with the buildings thereon erected, known as numbers 26- 26-A, 28 and 28-A, of the said Victoria street, the gable walls of the said buildings are mitoyens.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 19th December, 1917. 5502—51-2
[First publication, 22nd December, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEX. BREMNER,
No. 2238a. } LIMITED, a body
politique and corporate, having its place of business
in the city and district of Montreal, plaintiff ;
vs ARSÈNE MARCHESSAULT, one of the
Defendants herein.

The lots numbers fifty seven (57), fifty eight (58) and fifty nine (59) of the official subdivision of the lot number ninety (90), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles—with the buildings thereon erected, fronting on Broadway street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 27th November, 1917. 5262—48-2
[First publication, 1st December, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LEONIDAS - ANTOINE-
No 2764. } NE BRUNELLE,
notaire, de la paroisse de Saint-Liboire, dans le
district de Saint-Hyacinthe, demandeur; contre
JOSEPH-ALBERT DESJARDINS, des cité et
district de Montréal, défendeur.

Un emplacement de forme irrégulière, situé
au coin ouest des rues Des Carrières et Saint-
Hubert, en la cité de Montréal, étant la partie
sud-est du lot de terre portant le numéro vingt-
trois de la subdivision du lot numéro sept (7-23),
des plan et livre de renvoi officiels du village
incorporé de la Côte-Saint-Louis, en la cité de
Montréal; le terrain présentement vendu com-
prend tout le dit lot, à l'exception d'un rectangle
de trente-six pieds de largeur sur la rue Saint-
Hubert, et en arrière par cinquante pieds de
profondeur; les dimensions du terrain vendu
étant de soixante-six pieds dans la ligne de la rue
Saint-Hubert et de cent dix-neuf pieds dans la ligne
sud-ouest par cinquante pieds de profondeur à
partir de la rue Saint-Hubert et s'étendant jusqu'à
la bâtisse de boîtes sur la rue Des Carrières, le
tout mesure anglaise, plus ou moins; borné au
sud-est par la rue Des Carrières, au nord-ouest
par le résidu dudit lot numéro vingt-trois, du
côté nord-est par la rue Saint-Hubert, et du côté
sud-ouest par les numéros 22-24-25 de ladite
subdivision—avec une maison et autres bâtisses
dessus construites, avec autres circonstances et
dépendances, servitudes actives et passives,
apparentes ou occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER
prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 27 novembre 1917. 5263—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE DES-
No 109. } MARTEAU, cura-
teur aux biens de A. Bouchard et M. Guertin,
"GUERTIN & BOUCHARD", faillis.

Un terrain de forme irrégulière, sis et situé en
la cité de Montréal, formant partie du lot de
terre connu et désigné sous le numéro quatorze
cent quatre-vingt-cinq (ptie 1485), aux plan et
livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie,
de la cité de Montréal; le dit lot borné en front
par la rue Parthenais, en arrière par une ruelle,
d'un côté par le lot numéro 1486 des mêmes
plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre
côté, partie par le résidu du dit lot numéro
1485, et partie par le lot numéro 1484, des
mêmes plan et livre de renvoi officiels, conte-
nant le dit terrain quarante-huit pieds et trois
pouces de largeur en front, soixante et dix-neuf
pieds et quatre pouces de largeur en arrière, par
cent soixante et quinze pieds et trois pouces
de profondeur, dans la ligne sud-est du dit ter-
rain, et contenant dans la ligne nord-ouest, en
partant de la dite rue Parthenais une profon-
deur de cent cinq pieds, et de là s'élargissant,
le dit terrain, vers le nord-ouest, jusqu'à une
distance de vingt pieds et sept pouces et de là
se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à une pro-
fondeur de quarante-six pieds et trois pouces,
où il rejoint la ligne sud-ouest du dit terrain
qui le borne en arrière, contenant en entier le
dit terrain, une superficie totale de dix mille

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEONIDAS - ANTOINE
No. 2764. } BRUNELLE, notary, of
the parish of Saint-Liboire, in the district of Saint
Hyacinthe, plaintiff; against JOSEPH-ALBERT
DESJARDINS, of the city and district of Mont-
real, defendant.

That certain emplacement of irregular outline,
situate at the western corner of Des Carrières and
Saint Hubert streets, in the city of Montreal,
being the south east part of the lot of land
bearing the number twenty three of the sub-
division of the lot number seven (7-23), of the
official plan and book of reference of the incorpo-
rated village of Côte-Saint-Louis, in the city of
Montreal; the land presently sold comprises the
whole of said lot, with the exception of a rectangle
of thirty six feet in width on Saint Hubert street,
and in rear by fifty feet in depth; the dimensions
of the land sold being sixty six feet in the line of
Saint Hubert street, and one hundred and nine-
teen feet in the south west line by fifty feet in
depth, commencing at Saint Hubert street and
extending to the box factory on Des Carrières
street, the whole english measure, and more or
less; bounded on the south east by Des Car-
rières street, on the north west by the residue
of said lot number twenty three, on the north
east side by Saint Hubert street, and on the south
west side by the numbers 22-24-25 of said sub-
division—with a house and other buildings there-
on erected, together with other circumstances and
dependencies, the active and passive apparent and
unapparent servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the THIRD day of JANUARY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 27th November, 1917. 5264—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE DES-
No. 109. } MARTEAU, cura-
tor to the property of A. Bouchard and M. Guer-
tin, "GUERTIN & BOUCHARD", insolvents.

That certain lot of land of irregular outline,
lying and situate in the city of Montreal,
forming part of the lot of land known and
designated under the number fourteen hundred
and eighty five (pt 1485), on the official plan
and book of reference of Saint Mary's ward, of
the city of Montreal; the said lot bounded in
front by Parthenais street, in rear by a lane,
on one side by the lot number 1486 of same
official plan and book of reference, and on the
other side partly by the residue of said lot num-
ber 1485 and partly by the lot number
1484, of same official plan and book of refer-
ence, containing said lot of land forty eight
feet and three inches in width in front, seventy
nine feet and four inches in width in rear, by
one hundred and seventy five feet and three
inches in depth in the south east line of said
lot and containing in the north west line, start-
ing from said Parthenais street, a depth of one
hundred and five feet, and thence widening the
said lot of land, towards the north west, a
distance of twenty feet and seven inches, and
thence running towards the south west to a
depth of forty six feet and three inches, where
it meets the south west line of said lot of land
bounding it in rear and containing, said lot of

cent soixante et dix-sept pieds, le tout mesure anglaise—avec les bâtisses dessus érigées et les machineries y contenues.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 28 novembre 1917. 5265—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLEON LUSSIER**,
No 4495. } menuisier, **JOSEPH BERNIER**,
entrepreneur, et **ADELINA BERNIER**,
fille majeure, tous trois de la cité de Maisonneuve, district de Montréal, et **DAME ALBINA BERNIER**, épouse séparée de biens de **JOSEPH HEVEY**, facteur d'orgues, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, et ledit **JOSEPH HEVEY** pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs **HENRI BROUILLET**, notaire, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Maisonneuve, district de Montréal, ayant front sur l'avenue William-David, de ladite cité, composé de ce qui suit: deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cent dix-neuf et cent-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre (4-119 et 120) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chaque lot, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur—avec bâtisses dessus construites, avec droit en commun de passage et de vue dans les ruelles portant les numéros cent treize, cent vingt-quatre et cent vingt-cinq (113-124 et 125) de ladite subdivision. Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 27 novembre 1917. 5267—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HENRY CLARK**, en sa
No 1902. } qualité d'unique exécuteur du testament de feu Robert-William Hopper, demandeur; vs **BEAVER HEIGHTS, LIMITED**, corporation légale, ayant son bureau chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

1. Un emplacement situé dans le quartier Mercier, de la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Rosemount, connu comme étant la subdivision deux des subdivisions officielles du lot numéro dix-huit (18-2), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt pieds et cinquante-huit centièmes d'un pied en profondeur, avec une superficie de dix-neuf cent treize pieds, le tout de mesure anglaise et plus ou moins—avec la bâtisse dessus construite.

2. Un emplacement situé dans le quartier Mercier, de la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Rosemount, connu comme étant la subdivision trois de la subdivision officielle

land, a total superficies of ten thousand one hundred and seventy seven feet, the whole English measure—with the buildings thereon erected and the machinery therein contained.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 28th November, 1917. 5266—48-2
[First publication, 1st December, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLEON LUSSIER**,
No. 4495. } joiner, **JOSEPH BERNIER**,
contractor and **ADELINA BERNIER**,
spinster, all three of the city of Maisonneuve, district of Montreal, and **DAME ALBINA BERNIER**, wife separated as to property of Joseph Hevey, organ factor, both of the city and district of Saint Hyacinthe, and the said **JOSEPH HEVEY** to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs **HENRI BROUILLET**, notary, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain emplacement lying and situate in the city of Maisonneuve, district of Montreal, fronting on William David Avenue, of said city, composed of the following: two lots of land known and designated under the numbers one hundred and nineteen and one hundred and twenty of the official subdivision of the primitive lot number four (4-119 and 120), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing each lot twenty five feet in width by ninety five feet in depth—with the buildings thereon erected, and with a common right of way and of sight in the lanes bearing the numbers one hundred and thirteen, one hundred and twenty four and one hundred and twenty five (113, 124 and 125) of said subdivision. The whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 27th November, 1917. 5268—48-2
[First publication, 1st December, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HENRY CLARK**, es-qua-
No. 1902. } lité of sole executor of the will of the late Robert-William Hopper, plaintiff; vs **BEAVER HEIGHTS, LIMITED**, a body politic and corporate duly incorporated, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

1. An emplacement situate in the Mercier ward, of the city of Montreal, fronting on Rosemount Boulevard, known as subdivision two of the official subdivisions of lot number eighteen (18-2), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, containing twenty feet and fifty eight hundredths of a foot in depth, and a superficial area of nineteen hundred and thirteen feet, the whole English measure and more or less—with the building thereon erected.

2. An emplacement situate in the Mercier ward, of the city of Montreal, fronting on Rosemount Boulevard, known as subdivision three of the official subdivision of lot number eight-

du lot numéro dix-huit (18-3), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant vingt pieds et cinquante-huit centièmes d'un pied en largeur par quatre-vingt-douze pieds et trente-huit centièmes de profondeur, avec une superficie de dix-huit cent quatre-vingt-dix-neuf pieds, le tout de mesure anglaise et plus ou moins—avec la bâtisse dessus construite.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 27 novembre 1917. 5271—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) GIRARD & GODIN,
No 4626.) LIMITEE, une corporation légalement constituée, ayant le principal bureau de ses affaires en les cité et district de Trois-Rivières, demanderesse; vs ALBERT JARRY, l'un des défendeurs.

Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent quatre-vingt douze, trois cent quatre-vingt-treize, trois cent quatre-vingt-quatorze, trois cent quatre-vingt-quinze, trois cent quatre-vingt-seize, trois cent quatre-vingt-dix-sept, trois cent quatre-vingt-dix-huit, et trois cent quatre-vingt-dix-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et onze (171-392-393-394-395-396, 397, 398-399), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et ayant front sur la rue Draper.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 28 novembre 1917. 5269—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917].

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir :) DAME BRIDGET
No 4632.) BOURKE ET VIR, demandeurs; contre LOUIS DESCHAMPS, défendeur, à savoir :

Un lopin de terre mesurant cent acres, plus ou moins,—sans bâtisse, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du canton Lochaber, dans le comté de Labelle, comme étant le lot No seize B (16-B), du septième rang dudit canton.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du village de Papineauville, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 19 décembre 1917. 5483—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917.]

een (18-3), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, containing twenty feet and fifty eight hundredths of a foot in width by ninety two feet and thirty eight hundredths of a foot in depth, with a superficial area of eighteen hundred and ninety nine feet, the whole English measure and more or less,—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 27th November, 1917. 5272—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) GIRARD & GODIN,
No. 4626.) LIMITEE, a body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business in the city and district of Three Rivers, plaintiff; vs ALBERT JARRY, one of the Defendants.

The lots of land known and designated as being the lots numbers three hundred and ninety two, three hundred and ninety three, three hundred and ninety four, three hundred and ninety five, three hundred and ninety six, three hundred and ninety seven, three hundred and ninety eight and three hundred and ninety nine, of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy one (171-392, 393, 394, 395, 396, 397, 398 and 399), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and fronting on Draper street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 28th November, 1917. 5270—48-2
[First publication, 1st December, 1917].

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit :) DAME BRIDGET BOUR-
No. 4632.) KE ET VIR, plaintiffs; against LOUIS DESCHAMPS, defendant, to wit :

A piece of land containing one hundred acres, more or less,—without building, known and designated on the official plan and book of reference for the township of Lochaber, in the county of Labelle, as lot No. sixteen B (16-B), of the seventh range of the said township.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 19th December, 1917. 5484—21-2
[First publication, 22nd December, 1917.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Pontiac.

Province of Quebec, } JAMES-J. LAWN ET
No 1581. } AL, demandeurs; contre
DAME J.-A. PERRAULT, défenderesse.

La moitié nord-est du lot de terre situé dans le canton Bristol, dans le comté de Pontiac, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton Bristol, comme étant la partie nord-est du lot vingt-et-un-B (21-B) du cinquième rang (5ème rang) du susdit canton Bristol; ledit lot mesurant cinquante acres (50 acres) de superficie, plus ou moins—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendue au bureau du registraire du comté de Pontiac, au village de Bryson, le DEUXIEME jour de JANVIER 1918, à DIX heures du matin.

Le shérif,

BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.

Bryson, Qué., 19 novembre 1917. 5253—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } JAMES-J. LAWN ET
No. 1581. } AL, plaintiffs; against
DAME J.-A. PERRAULT, defendant.

The north east half of that certain lot of land situate in the township of Bristol, in the county of Pontiac, and now known and described according to the official plan and in the book of reference for the township of Bristol, as the north east part of lot twenty one B (21-B) of the fifth range (5th range) of the aforesaid township of Bristol; said lot containing fifty acres (50 acres) in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the SECOND day of JANUARY, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Bryson, Que., 19th November, 1917. 5254—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } NARCISSE CLOU-
No 1177. } TIER, de Saint-Alban,
cultivateur rentier; contre HONORE GRON-
DINES, du même endroit, à savoir :

Partie du lot No 223 (deux cent vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant un emplacement situé à Saint-Alban, contenant 30 pieds de largeur sur une profondeur de 220 pieds, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en profondeur à Ed. Grondines, d'un côté à l'est à Joseph Gosselin, et de l'autre à l'ouest à Edouard Grondines—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1918, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 20 décembre 1917. 5493—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917.]
[Deuxième publication, 5 janvier 1918.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } NARCISSE CLOUTIER,
No. 1177. } of Saint-Alban, farmer
annuitant; against HONORE GRONDINES,
of the same place, to wit :

Part of the lot No. 223 (two hundred and twenty three), of the official cadastre for the parish of Saint-Alban, county of Portneuf, being an emplacement situate at Saint-Alban, containing 30 feet in width by a depth of 220 feet, more or less; bounded in front by the public road, in depth by Ed. Grondines, on one side to the east by Joseph Gosselin, and on the other side to the west by Edouard Grondines—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Alban, county of Portneuf, on the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 20th December, 1917. 5494—51-2
[First publication, 22nd December, 1917.]
[Second publication, 5th January, 1918.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province of Quebec, } ALPHONSE DORÉ,
District of Roberval, } marchand, of
à savoir : No 1302. } Chambord; vs LOUIS
LAFORGE, du même lieu.

Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, sis et situé en la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, dans le comté du Lac-Saint-Jean, de la contenance de trente-huit pieds de largeur au chemin de front à aller jusqu'à une profondeur

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ALPHONSE DORÉ,
District of Roberval, } marchand, of
to wit : No. 1302. } Chambord; vs LOUIS
LAFORGE, of the same place.

That certain lot of land or emplacement of irregular outline, lying and situate in the parish of Saint-Louis-de-Chambord, in the county of Lake Saint-John, containing thirty eight feet in width at the front for a depth of one hundred and

de cent cinq pieds, et de là allant en élargissant du côté ouest sur une profondeur additionnelle de cent cinq pieds, la ligne de la profondeur additionnelle de cent cinq pieds et celle du fond dudit emplacement décrivant une ligne courbe irrégulière, tel d'ailleurs que ledit emplacement se trouve actuellement enclos ou déterminé par des poteaux; borné en front, vers le sud, au chemin de front, vers le nord et vers l'est, au terrain de Maurice Bolduc ou représentants, et vers l'ouest au terrain de Phydime Laforest et à celui dudit Maurice Bolduc ou représentants, lequel emplacement fait partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-huit B (ptie No 48b), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Métabetchouan—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, Lac Saint-Jean, JEUDI, le TROISIEME jour de JANVIER 1918, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 28 novembre 1917. 5251—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DAME MARY
No 615. } DONAHOE,
de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Richard-James Myers, commis, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; contre RICHARD-JAMES MYERS, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur; et MOISE O'BREADY et DORAIS PANNETON, tous deux avocats, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et y pratiquant comme tels en société sous les nom et raison de "O'Bready & Panneton", distrayants.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un certain morceau de terrain connu et désigné comme "La moitié nord-ouest ($\frac{1}{2}$ n.-o.) du lot numéro mille quatre cent vingt-deux (1422), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke."

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, district susdit, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 28 novembre 1917. 5249—48-2
[Première publication, 1er décembre 1917.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS MANDAT DE CURATEUR

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } IN RE: HECTOR
No 109. } ROGER, failli;
et ERNEST ST. AMOUR, curateur.

five feet, thence widening on the western side for an additional depth of one hundred and five feet, the line of this additional of one hundred and five feet and the rear line of said emplacement being an irregular curve, as the said emplacement is presently fenced in or bounded by posts; bounded in front, towards the south, by the front road, towards the north and east by the land of Maurice Bolduc or representatives, and towards the west by the land of Phydime Laforest and that of Maurice Bolduc or representatives, which emplacement forms part of the lot of land now known and designated under the number forty eight B (pt. No. 48b), of the official plan and book of reference of the cadastre for the first range of Metabetchouan township—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Chambord, Lake Saint-John, on THURSDAY, the THIRD day of JANUARY, 1918, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 28th November, 1917. 5252—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-Francis, to wit: } DAME MARY
No. 615. } DONAHOE,
of the city of Sherbrooke, district of Saint-Francis, wife common as to property of Richard-James Myers, clerk, of the city of Sherbrooke, district of Saint-Francis, plaintiff; against RICHARD-JAMES MYERS, of the city of Sherbrooke, district of Saint-Francis, defendant; and MOISE O'BREADY and DORAIS PANNETON, both advocates, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-Francis, and there practising as such in partnership under the firm, name and style of "O'Bready & Panneton", distracting for costs.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain lot of land known and designated as "The northwest half (n. w. $\frac{1}{2}$) of the lot number one thousand four hundred and twenty two (1422) on the official plan and book of reference of the cadastre for the south ward of the city of Sherbrooke."

To be sold at my office, in the Court House, of the city of Sherbrooke, aforesaid district, on the THIRD day of JANUARY next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 28th November, 1917. 5250—48-2
[First publication, 1st December, 1917.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS WARRANT OF THE CURATOR

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } IN RE: HECTOR
No 109. } ROGER, insolvent;
and ERNEST ST. AMOUR, curator.

Comme appartenant au failli:

a. Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir, rang du Vide, mesurant environ cent soixante-cinq pieds de largeur à chaque extrémité, avec augmentation vers le milieu de la longueur, de figure irrégulière, et contenant à peu près trois arpents en superficie, étant la presque totalité du lot connu et désigné sous le numéro cent soixante et un (p. 161), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse; borné en front par le chemin de rang Fort-Georges, en profondeur par le chemin de fer des comtés-unis, du côté nord par une rue conduisant à la gare de ce dernier chemin de fer, et du côté sud par le chemin de fer Montreal, Portland & Boston—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

b. Un lopin de terre vacant de figure irrégulière, situé en la même paroisse, sur les terres du rang de l'église, mesurant environ deux arpents et demi en superficie, étant le bout sud-est des lots numéros cent soixante-sept et cent soixante-huit (167-168), desdits plan et livre de renvoi officiels; borné à l'est par le chemin de fer des comtés-unis, à l'ouest par le terrain de Joseph Cadieux, représentant Pierre Fontaine, fils, au nord par les terrains d'Ernest Carreau et de Joseph Cadieux, au sud par le chemin de fer Montreal, Portland & Boston.

Pour être vendus en bloc, en une seule et même exploitation, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir, comté de Rouville, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1918), à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 26 novembre 1917.

5235—48-2

[Première publication. 1er décembre 1917.]

As belonging to the insolvent:

a. A piece of ground situate in the parish of Sainte-Angèle-de-Monnoir, on the Vide range, measuring about one hundred and sixty five feet in width to each end, with enlargement toward the middle of the length, of irregular form, and containing about three arpents in superficies, being nearly the whole lot known and designated under number one hundred and sixty one (p. 161), on the official plan and book of reference of the said parish; bounded in front by the road of Fort Georges range, in depth by the united counties railroad, on the north side by a street leading the last railroad station, on the south side by the Montreal, Portland & Boston railroad—with a house and other buildings thereon erected.

b. An unoccupied piece of ground of irregular form situate in the same parish, on the lands of l'Eglise range, measuring about two arpents and a half in superficies, being the south east end of lots numbers one hundred and sixty seven and one hundred and sixty eight (167-168), on the said official plan and book of reference; bounded on the east side by the united counties railroad, on the west side by the ground of Joseph Cadieux, acting for Pierre Fontaine, junior, on the north by the lots of Ernest Carreau and of Joseph Cadieux, on the south side by the Montreal, Portland & Boston railroad.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of Sainte-Angèle-de-Monnoir, county of Rouville, on the THIRD day of JANUARY next (1918), at ONE o'clock and a HALF in the afternoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 26th November, 1917.

5236—48-2

[First publication, 1st December, 1917.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: SMERALDA BOU-
No 487. / SHER, demanderesse; vs ALFRED-H. BLAIS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un certain emplacement situé en la ville de Grand'Mère, formant partie du lot quatre-vingt-quatre du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore, et connu et désigné sous le numéro cent sept de la subdivision de partie du susdit lot officiel quatre-vingt-quatre (84-107), mesurant suivant plan trente huit pieds de largeur sur cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 13 décembre 1917.

5495—51-2

[Première publication, 22 décembre 1917].

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: SMERALDA BOU-
No. 487. / SHER, plaintiff; vs ALFRED-H. BLAIS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A certain emplacement situate in the town of Grand'Mère, forming part of the lot eighty four of the registration cadastre of Sainte-Flore, and known and designated under the number one hundred and seven of the subdivision of part of the aforesaid official lot eighty four (84-107), measuring according to plan thirty eight feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measurement, more or less—with all the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immoveable.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 13th December, 1917.

5496—51-2

[First publication, 22nd December, 1917].

Demande à la Législature

Application to the Legislature

Avis public est par le présent donné que l'Ordre des Chevaliers de Champlain demandera à la législature, à sa présente session, qu'une loi soit adoptée pour les fins suivantes :

a. Incorporer les membres qui font partie de cet ordre et ceux qui le deviendront, en corporation sous le nom de "l'Ordre des Chevaliers de Champlain."

b. Contracter, s'obliger, ester en justice, acquérir, posséder et aliéner des biens meubles et immeubles à titre gratuit et onéreux entre vifs et à cause de mort sans restriction, si ce n'est que la valeur annuelle des immeubles que la dite corporation pourra posséder ne devra dépasser (\$10,000.00 (dix mille piastres).

c. Etablir une association de secours mutuels et de prévoyance au moyen de cotisations mensuelles de ses membres ; et assurer à ceux-ci et à leurs héritiers des secours en cas de maladie ou d'accident.

d. Instituer, conformément à ses règlements et aux pouvoirs qui lui seront conférés, par la présente loi ;

1. Une caisse prévoyant le paiement des bénéfices à ses membres en cas de maladie ou d'accident.

2. Une caisse aux fins d'accorder une indemnité, à la mort d'un membre, au moyen de cotisations payables pendant la vie du membre.

e. Etablir le siège social de l'ordre ; fixer le mode de régie de la dite corporation et donner au conseil suprême administrant les affaires générales de la Corporation des pouvoirs à ces fins.

f. Déclarer insaisissables les argents qui devront être payés aux héritiers ou représentants légaux d'un membre décédé, excepté pour dette à l'ordre même.

g. Déterminer les personnes qui ont droit à l'indemnité au cas de décès d'un sociétaire et donner au conseil suprême certain pouvoir à ce sujet.

h. Etablir le mode de paiement de l'indemnité, au décès d'un sociétaire, et établir les responsabilités de l'ordre au sujet de ce paiement.

i. Donner pouvoir à l'ordre de créer des gardes dans les paroisses des divers comtés de la province de Québec.

Le procureur des requérants.

MAXIME MORIN.

Québec, 14 décembre 1917. 5531-51-4

Public notice is hereby given that "L'Ordre des Chevaliers de Champlain" will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act for the following purposes:

a. To incorporate the present and future members of this order under the name of "L'Ordre des Chevaliers de Champlain".

b. To contract, become liable, *ester en justice*, acquire, own and alienate moveable and immoveable property by gratuitous and onerous title, inter vivos and by will without restriction, except that the yearly value of the immoveables which the said corporation may own shall not exceed \$10,000.00, (ten thousand dollars).

c. To establish a mutual benefit and provident association by means of monthly dues from its members; and to guarantee to the members and their heirs benefits in case of sickness or accident.

d. To create, pursuant to its bylaws and to the powers to be granted by the present charter:

1. A fund to provide for the payment of benefits to its members in case of sickness or accident.

2. A fund to provide for an indemnity, at the death of a member, by means of dues payable during the life of the member.

e. To establish the head office of the order; to fix the mode of management of said corporation and to give to the supreme council charged with the management of the general business of the corporation powers to that effect.

f. To declare unseizable the moneys to be paid to the heirs or legal representatives of a deceased member, except for debt to the order.

g. To determine the persons entitled to an indemnity in case of death of a member and to give to the supreme council certain power to that effect.

h. To establish the mode of payment of the indemnity, at the death of a member, and to establish the liabilities of the order respecting such payment.

i. To give power to the order to create courts, in the parishes of the divers counties of the Province of Quebec.

MAXIME MORIN,

Attorney for applicant.

Quebec, 14th December, 1917. 5532-51-4

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné que la "Hamilton Fire Insurance Company ayant réassuré ses affaires dans la "Globe Indemnity of Canada", et ayant cessé de transiger des affaires dans la province de Québec, le certificat d'enregistrement No 176, accordé à la dite compagnie, a été en conséquence annulé.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 R. S. Q., 1909, ce 20ième jour de décembre 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

5513-51-2 EDW.-E. DUCKWORTH

Notice is hereby given that the certificate of registry No. 176, granted to the Hamilton Fire Insurance Company, has been withdrawn, the Company having reinsured its business with the Globe Indemnity Company of Canada, and having ceased to do business in the Province of Quebec.

Given pursuant to the provisions of article 6950, R. S. Q., 1909, this 20th day of December, 1917.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,

5114-51-2 Superintendent of insurance.

Avis est par le présent donné que la "Union Insurance Society of Canton, Ltd., Victoria, Colony of Hongkong, China" a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, est : Joseph Rowat, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q. 1909, ce vingtième jour de décembre 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances.

5515-51-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la "Union Insurance Society of Canton Ltd., Victoria, Colony of Hongkong, China", a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et l'assurance de l'automobile.

Le nom et l'adresse de l'agent chef, dans la province de Québec, est : Joseph Rowat, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingtième jour de décembre 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances.

5519-51-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that the Union Insurance Society of Canton, Ltd., Victoria, Colony of Hongkong, China, has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of Ocean Marine and Inland Marine Insurance.

The name and address of the chief agent, for the province of Quebec, is : Joseph Rowat, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twentieth day of December, 1917.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,

5516-51-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the Union Insurance Society of Canton Ltd., Victoria, Colony of Hongkong, China, has been registered to transact, in the province of Quebec, the business of Fire and Automobile Insurance.

The name and address of the chief agent, for the province of Quebec, is : Joseph Rowat, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twentieth day of December, 1917.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,

5520-51-2 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Israel Dubois, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jacques, comté de Wolfe, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Jacques de Wolfe", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur, dans le comté de Wolfe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 17 décembre 1917.

Le ministre de l'agriculture.

5505 JOS.-ED. CARON.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr Israel Dubois, farmer, of the parish of Saint Jacques, county of Wolfe, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-Wolfe", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Jacques-le-Majeur, in the county of Wolfe.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 17th December, 1917.

Jos.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

5506

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Philias Rivard, cultivateur, de La Sarre, comté de Pontiac, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de La Sarre", avec sa principale place d'affaires à La Sarre, dans le comté de Pontiac.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Philias Rivard, farmer, of La Sarre, county of Pontiac, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de La Sarre", with its chief place of business at La Sarre, county of Pontiac.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 18 décembre 1917.

Le ministre de l'agriculture,
5509 JOS.-ED. CARON.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 18th December, 1917.

JOS.-ED. CARON,
5510 Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Pierre Drainville, cultivateur, de la paroisse de Saint-Justin, comté de Maskinongé, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Justin", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le onzième jour de décembre 1917.

Le ministre de l'agriculture,
5511 JOS.-ED. CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Pierre Drainville, farmer, of the parish of Saint-Justin, county of Maskinongé, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Justin" with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Justin, in the county of Maskinongé.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 11th day of December, 1917.

JOS.-ED. CARON,
5512 Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Joseph Lévesque, cultivateur, de la paroisse de Mont-Carmel, comté de Kamouraska, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Notre-Dame-du-Mont-Carmel-de-Kamouraska", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Mont-Carmel, dans le comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 17 décembre 1917.

Le ministre de l'agriculture,
5507 JOS.-ED. CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Joseph Lévesque, farmer, of the parish of Mont-Carmel, county of Kamouraska, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société coopérative agricole de Notre-Dame-du-Mont-Carmel-de-Kamouraska", with its chief place of business in the municipality of the parish of Mont-Carmel, in the county of Kamouraska.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 17th December, 1917.

JOS.-ED. CARON,
5508 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 467. Dame Joséphine Bureau, épouse de Anthime-Eugène Lacasse, commis, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Anthime-Eugène Lacasse, défendeur.

Une demande en séparation de biens a été formée en cette cause, le 19 décembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,
5521—51-4 C.-H. LAVALLEE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 467. Dame Joséphine Bureau, wife of Anthime-Eugène Lacasse, clerk, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Anthime-Eugène Lacasse, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on 19th December, 1917.

C.-H. LAVALLEE.
Attorney for plaintiff.

5522—51-4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3993. Dame Maria-Christina Marchesciano, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Pierre Frezza, journalier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 14 décembre 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

LAMARRE & BERTRAND.

Montréal, 19 décembre 1917. 5523—51-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3993. Dame Maria-Christina Marchesciano, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, wife of Pietro Frezza, laborer, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her husband, the 14th December, 1917.

LAMARRE & BERTRAND,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th December, 1917. 5524—51-5

Examens—Examinations

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to the study of law.

Examens de janvier 1918.—January examinations, 1918.

Name — Nom	Residence	Age	College
Drolet, Antonio.....	Québec.....	19	Cours privés.—Private Courses.
Gagné, Léonidas.....	".....	21	Séminaire de Chicoutimi—Seminary of Chicoutimi.
Gagnon, J.-Edmond....	Matane.....	21	Séminaire de Rimouski et Collège Saint-Dunstan— Seminary of Rimouski and Saint-Dunstan College.
Garneau, Antonio.....	Québec.....	20	Collège de Lévis—Levis College.
Leroux, Eugène.....	".....	22	Collège Bourget—Bourget College.
Tellier, Edouard.....	".....	21	Séminaire de Québec—Seminary of Quebec.

Secrétaire du barreau, Québec.

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar, Quebec.

5517-5518

Québec, 10 décembre.—Quebec, 10th December, 1917.

Faillite—avis de

Notices of Bankruptcy

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 86. *In re*: J.-A. Duplessis & Compagnie, (C.-Z. Duplessis), Trois-Rivières, Qué., insolvable.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour, en date du 20 décembre 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous un mois de cette date.

Le curateur,

HENRI BISSON.

Bureau édifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 20 décembre 1917. 5525

Canada, province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 86. *In re*: J.-A. Duplessis & Company, (C.-Z. Duplessis), Three Rivers, Que., insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Court, dated 20th December, 1917, I have been appointed curator to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with me within one month from this date.

HENRI BISSON,

Curator.

Office Hochelaga Bank building,

Three Rivers, 20th December, 1917. 5526

Province de Québec, district de Bedford, dans la Cour supérieure, No 263. Dans l'affaire de Hugh-P. Sherry, de la ville et du district de Bedford, aubergiste, failli.

Avis est par le présent donné que le soussigné, William-A. Burrage, de la paroisse de Saint-Armand-Ouest, dans le district de Bedford, officier de douanes, a été, ce jour, nommé curateur à la cession judiciaire consentie en la présente cause par ledit failli.

Province of Quebec, district of Bedford, in the Superior Court, No. 263. In the matter of Hugh-P. Sherry, of the town and district of Bedford, hotel keeper, insolvent.

Notice is hereby given that the undersigned, William-A. Burrage, of the parish of Saint-Armand-West, in the district of Bedford, customs officer, has, this day, been named and appointed curator to the judicial abandonment in this cause, made by said insolvent.

Toutes personnes ayant quelques réclamations contre ledit insolvable sont présentement requises de les produire, dûment assermentées, chez le soussigné, dans les trente jours du présent avis.

Le curateur,

W.-A. BURRAGE.

Saint-Armand, P. Q., 17 décembre 1917. 5533

Canada, province de Québec, district de Montmagny, cour supérieure.

J.-Hygin Cossette, de Saint-Jean-Port-Joli, boulanger, a le 11ème jour de décembre 1917, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montmagny, conformément à la loi.

Les gardiens provisoires,

BEDARD & BELANGER.

Bureau 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 18 décembre 1917.

5527

All persons having claims against the said insolvent are hereby required to file the same under oath with the undersigned, within thirty days from the giving of this notice.

W.-A. BURRAGE,

Curator.

Saint-Armand, P. Q., 17th December, 1917. 5534

Canada, province of Quebec, district of Montmagny, in the Superior Court.

J.-Hygin Cossette, of Saint-Jean-Port-Joli, baker, has on the 11th day of December, 1917, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the protonotary's office, of the Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,

Provisional guardian.

Office 101 Saint Peter street,

Quebec, 18th December, 1917.

5528

MONTMAGNY

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: }
No 97. } FORTUNAT-

G. BERNIER, rentier, de la ville de Montmagny, demandeur; contre ANDRE GAGNE, de la paroisse de Saint-Paul, à Montminy, défendeur.

Un certain terrain en la dite paroisse de Saint-Paul, à Montminy, de la contenance de deux arpents et deux perches de front sur la profondeur du lot connu et désigné sous le No cinq B, (5b), deuxième rang nord-est du canton Montminy—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,

LEOPOLD ROY.

Bureau du shérif,

Montmagny, 18 décembre 1917. 5529—51-2
[Première publication, 22 décembre 1917.]

MONTMAGNY

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: }
No. 97. } FORTUNAT-G. BER-

NIER, capitalist, of the township of Montmagny, plaintiff; against ANDRE GAGNE, of the parish of Saint-Paul, at Montminy, defendant.

A certain lot in the said parish of Saint Paul, at Montminy, about two arpents and two perches in width of the lot known and designated as being the No. five B, (5b), second range north east, township of Montminy—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul, the TWENTY SECOND day of JANUARY next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

LEOPOLD ROY,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montmagny, 18th December, 1917. 5530—51-2
[First publication, 22nd December, 1917.]

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate)

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5019

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

5020

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bohélier vs Jaccotty.....	2810
" Boucher vs Rancourt.....	2810
" Bureau vs Lacasse.....	2831
" Gagnon vs Demeule.....	2809
" Guilbault vs Proulx.....	2809
" Marchesciano vs Frezza.....	2832
" Morissette vs Vanasse.....	2811
" Paré vs Allard.....	2810
" Perron vs Provencher.....	2810
" Rémillard vs Destroismaisons dit Picard.....	2810
" Rivest vs Lévesque.....	2809
" Trudel vs Ste-Marie.....	2810

ANNONCEURS, avis aux..... 2833

AVIS DIVERS :—

Imprimerie Carmel, ltée.....	2811
La compagnie J.-B. Renaud, incorporée.....	2811
La Cour d'Echiquier du Canada.....	2811

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Corporation du village de Bienville.....	2806
Frederick-Gault Finley <i>et al.</i>	2807
L'Ordre des Chevaliers de Champlain.....	2829
Marcil, George.....	2806
Masson, Joseph, succession.....	2806
La cité d'Outremont.....	2808
Les contribuables de la paroisse de Saint- Edmond-de-Grantham.....	2808
L'Hôpital général de Montréal.....	2807
Société des logements ouvriers.....	2808

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bohélier vs Jaccotty.....	2810
" Boucher vs Rancourt.....	2810
" Bureau vs Lacasse.....	2831
" Gagnon vs Demeule.....	2809
" Guilbault vs Proulx.....	2809
" Marchesciano vs Frezza.....	2832
" Morissette vs Vanasse.....	2811
" Paré vs Allard.....	2810
" Perron vs Provencher.....	2810
" Rémillard vs Destroismaisons dit Picard.....	2810
" Rivest vs Lévesque.....	2809
" Trudel vs Ste-Marie.....	2810

ADVERTISERS, notice to..... 2833

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Imprimerie Carmel, ltée.....	2811
The Company J.-B. Renaud, incorp.....	2811
The Exchequer Court of Canada.....	2811

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—

Corporation of the village of Bienville...	2806
Frederick-Gault Finley <i>et al.</i>	2806
L'Ordre des Chevaliers de Champlain...	2829
Marcil, George.....	2806
Masson, Joseph, estate.....	2806
The city of Outremont.....	2808
The rate-payers of the parish of Saint- Edmond-de-Grantham.....	2808
Montreal General Hospital.....	2807
Société des logements ouvriers.....	2808

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Service des assurances) :— TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch) :—

Montreal Soldiers Wives' League.....	2808	Montreal Soldiers' Wives' League.....	2808
The Hamilton Fire Insurance Coy.....	2829	The Hamilton Fire Insurance Coy.....	2829
The Honor League of Canada.....	2809	The Honor League of Canada.....	2809
Union Insurance Society of Canton, Ltd.	2830	Union Insurance Society of Canton, Ltd.	2830
do do do do	2830	do do do do	2830

DÉPUTÉS ÉLUS :—

Districts électoraux de Dorchester ; La-
belle ; Nicolet ; Ottawa..... 2811

MEMBERS ELECTED :—

Electoral districts of Dorchester ; La-
belle ; Nicolet ; Ottawa..... 2811

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	2814
Ottawa.....	2817
Ottawa.....	2813
Québec.....	2832

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	2814
Ottawa.....	2813
Ottawa.....	2813
Quebec.....	2832

FAILLITE—AVIS DE :—

Aux Quatre Saisons, nom. de curateur..	2814
Brunet, P., nom. de curateur.....	2816
Christin & Cie, inc., dividende.....	2815
Cossette, cession.....	2833
Duplessis & Cie, nom. curateur.....	2832
Elite Hat Manufacturing Co. Ltd., divi- dende.....	2814
Fortin, dividende.....	2815
L'espérance, V.-L., nom. de curateur...	2816
Perron, Ern., cession.....	2815
Sherry, Hugh-P., nom. de curateur.....	2832
The Holman Theatre, nom. liquidateur.	2815
Tremblay, cession.....	2815

BANKRUPT NOTICES :—

Aux Quatre Saisons, cu ator's appt.....	2814
B unet, P., cu ato 's appt.....	2816
Ch istin & Cie, inc., dividend.....	2815
Cossette, assignment.....	2833
Duplessis & Cie, cu ato 's appt.....	2832
Elite Hat Manufactu ing Co. Ltd., divi- dend.....	2814
Fo tin, dividend.....	2815
L'espé ance, V.-L., cu ato 's appt.....	2816
Pe ron, Ern., assignment.....	2815
Sherry, Hugh-P., curator's appt.....	2832
The Holman Theatre, liquidator's appt..	2815
* Tremblay, assignment.....	2815

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Compagnie de produits Laurentiens, ltée. 2806

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Compagnie de produits Laurentiens, ltée. 2806

LETTRES PATENTES :—

J.-F. Guité, Ltée.....	2803
J.-B. Renaud, incorporée.....	2803
Le Salon d'optique Canadien, ltée.....	2797
Realties, Ltd.....	2800

LETTERS PATENT :—

J.-F. Guité, Ltée.....	2803
J.-B. Renaud, incorporée.....	2803
Le Salon d'optique Canadien, ltée.....	2798
Realities, Ltd.....	2800

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

La Sarre.....	2830
Notre-Dame-du-Mont-Carmel-de-Ka- mouraska.....	2831
Saint-Jacques-de-Wolfe.....	2830
Saint-Justin.....	2831

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

La Sarre.....	2830
Notre-Dame-du-Mont-Carmel-de-Ka- mouraska.....	2831
Saint-Jacques-de-Wolfe.....	2830
Saint-Justin.....	2831

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE :—

A M. J.-S.-Aimé Ashby..... 2816

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

To Mr. J.-S.-Aimé Ashby..... 2816

NOMINATIONS :—

Commissaire d'écoles. — Municipalité Egan.....	2808
Commissaire pour recevoir affidavits....	2797
Juges de paix.—District de Montréal....	2797

APPOINTMENTS :—

School Commissioner. — Egan municipi- pality.....	2808
Commissioner to received affidavits....	2797
Justices of the peace.—District of Mon- treal.....	2797

PROCLAMATION :—

Village de Saint-Ambroise, érigé..... 2798

PROCLAMATION :—

Saint-Ambroise village, erected..... 2798

LIQUIDATION—AVIS DE :—

The Quebec Home Builders, Ltd..... 2812

WINDING UP NOTICE :—

The Quebec Home Builders, Ltd..... 2812

ORDRE DE COUR :—

Dominion Fish & Fruit Co. vs Varva-
resso..... 2817

RATIFICATION DE TITRE :—

Belleau & Vachon..... 2817

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Les commissaires d'écoles de la munici-
palité Black-Lake vs Poulin..... 2817

JOLIETTE :—

Boisjoly vs Gauthier..... 2818

MONTMAGNY :—

Bernier vs Gagné..... 2833

MONTREAL :—

Bremner Ltd. vs Marchessault..... 2822
Brunelle vs Desjardins..... 2823
Clark *esql* vs Beaver Heights, Ltd..... 2824
Girard & Godin ltée vs Jarry..... 2825
Guertin vs Bouchard, faillis..... 2823
La cité d'Outremont vs Delle Chouinard
et al...... 2819
Leblanc *et vir* vs Cloutier..... 2818
Lussier *et al* vs Brouillet..... 2824
Moncel *et al esql* vs The Victoria Realty
Coy..... 2822
Paquette, Lévi, failli..... 2820
The Sun Life Assurance Coy of Canada
vs Les Propriétaires incorporés..... 2821
The Trust & Loan Coy. of Canada vs
Clermont *et al.*..... 2819
Zwergius (Dme) vs (Dme) Gelbstein.... 2819

OTTAWA :—

Bourke (Dme) *et vir* vs Deschamps..... 2823

PONTIAC :—

Lawn *et al* vs Dme Perrault..... 2824

QUÉBEC :—

Cloutier vs Grondines..... 2824

ROBERVAL :—

Doré vs Laforge..... 2824

SAINT-FRANÇOIS :—

Donahoe (Dme) vs Myers..... 2827

SAINT-HYACINTHE :—

Roger, failli..... 2827

TROIS-RIVIÈRES :—

Boucher (Dme) vs Blais..... 2828

ORDER OF THE COURT :—

Dominion Fish & Fruit Co. vs Varva-
resso..... 2816

CONFIRMATION OF TITLE :—

Belleau & Vachon..... 2817

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

The School Commissioners of the muni-
cipality Black-Lake vs Poulin..... 2817

JOLIETTE :—

Boisjoly vs Gauthier..... 2818

MONTMAGNY :—

Bernier vs Gagné..... 2833

MONTREAL :—

Bremner Ltd. vs Marchessault..... 2822
Brunelle vs Desjardins..... 2823
Clark *esql* vs Beaver Heights, Ltd..... 2824
Girard & Godin ltée vs Jarry..... 2825
Guertin vs Bouchard, insolvents..... 2823
The city of Outremont vs Delle Chou-
nard *et al.*..... 2819
Leblanc *et vir* vs Cloutier..... 2818
Lussier *et al* vs Brouillet..... 2824
Moncel *et al esql* vs The Victoria Realty
Coy..... 2822
Paquette, Lévi, insolvent..... 2820
The Sun Life Assurance Coy. of Canada
vs Les Propriétaires incorporés..... 2821
The Trust & Loan Coy of Canada vs
Clermont *et al.*..... 2819
Zwergius (Dme) vs (Dme) Gelbstein.... 2819

OTTAWA :—

Bourke (Dme) *et vir* vs Deschamps..... 2823

PONTIAC :—

Lawn *et al* vs Dme Perrault..... 2824

QUÉBEC :—

Cloutier vs Grondines..... 2824

ROBERVAL :—

Doré vs Laforge..... 2824

SAINT-FRANCIS :—

Donahoe (Dme) vs Mye s..... 2827

SAINT-HYACINTHE :—

Roger, insolvent..... 2827

THREE RIVERS :—

Boucher (Dme) vs Blais..... 2828